

COMMUNE DE ST MEDARD D'EXCIDEUIL
PLU : Arrêté de mise à jour
des annexes

A : Arrêté n°1 du 04 septembre 2015

Mise à jour du PLU approuvé le 19 juin 2015

Le Maire de ST MEDARD D'EXCIDEUIL

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 126-1 et R. 123-22 ;

VU le code de l'urbanisme et notamment ses articles R. 123-13 et R. 123-14 relatifs au contenu des annexes du dossier d'un PLU ;

VU le dossier du PLU approuvé par délibération en date du 19 juin 2015 ;

VU la délibération en date du 04 septembre 2015 instituant un droit de préemption urbain dans tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation future délimitées par le PLU ;

CONSIDÉRANT qu'il y a lieu de mettre à jour les annexes de ce dossier ;

A R R E T E

Article 1 : Le Plan Local d'Urbanisme de la commune de St Médard d'Excideuil est mis à jour à la date du présent arrêté par ajout des pièces suivantes aux annexes de ce plan :

- **délibération 2015-26 du 04 septembre 2015 instituant le Droit de Préemption Urbain sur toutes les parcelles situées en zones urbaines U et urbanisation AU délimitées sur le plan joint en pièce annexe « 6.1 - annexes » du PLU approuvé le 19 juin 2015 de la commune St Médard d'Excideuil.**

Article 2 : Les mises à jour, sur support papier, sont tenues à la disposition du public :
à la mairie de St Médard d'Excideuil

Article 3 : Le présent arrêté sera affiché pendant un mois :
A la mairie de St Médard d'Excideuil

Il sera transmis à M. le Préfet en dix exemplaires, pour notification aux services concernés.

Article 4 : Monsieur le Maire de la commune de St Médard d'Excideuil, Mme Le Secrétaire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à St Médard d'Excideuil

Le 04 septembre 2015

Jean-Jacques BOYER



Maire

SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL

Elaboration du Plan Local d'Urbanisme



6 - ANNEXES

Mise en élaboration	Arrêt du projet	Approbation
10 décembre 2009	01 octobre 2013	

Vu pour être annexé le

Le Maire,

DOSSIER D'APPROBATION

SOMMAIRE

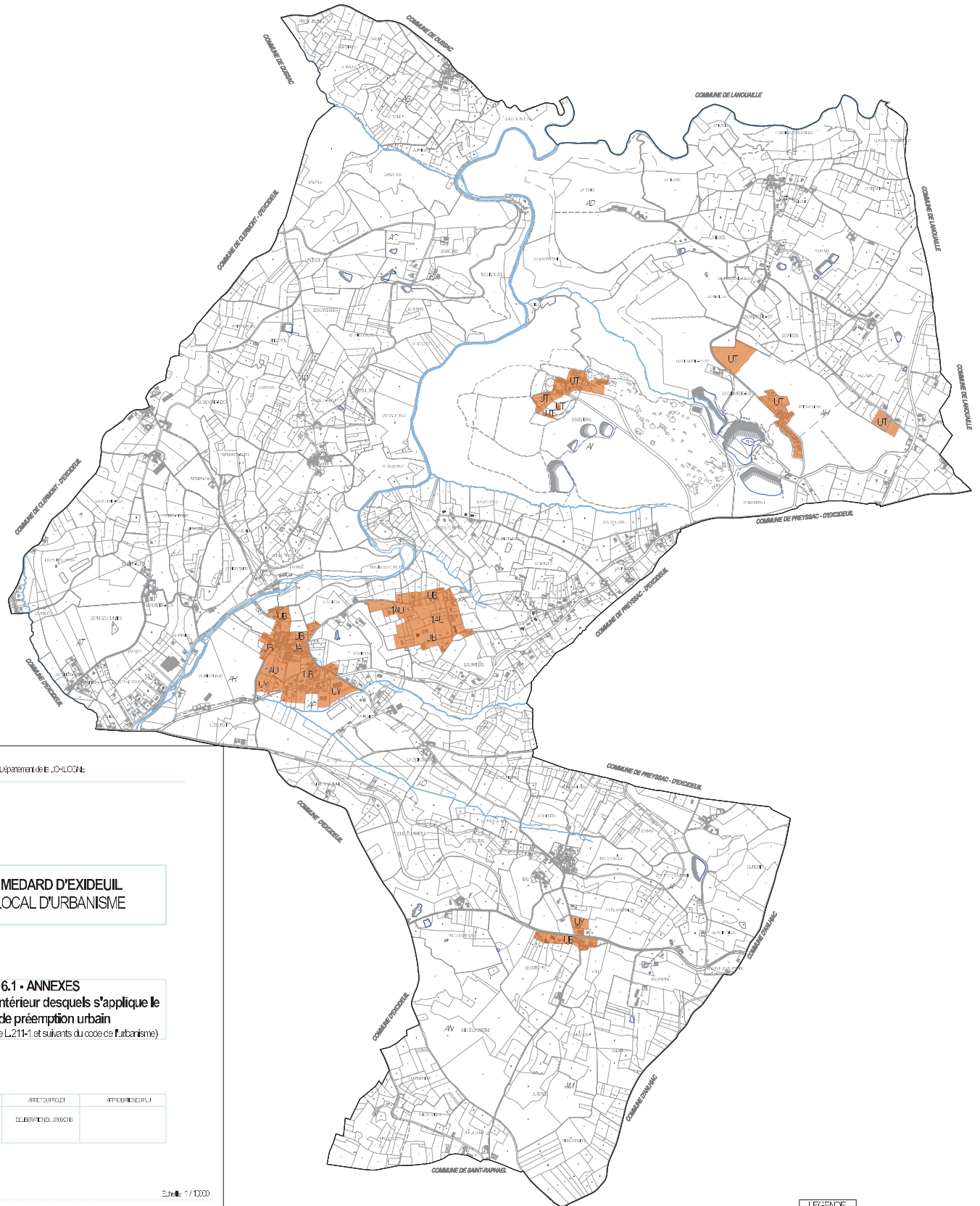
Sommaire	1
Annexe 6.1 : Eléments relatifs au Droit de Prémption Urbain	2
Annexe 6.2 : Elements relatifs au risque d'exposition au plomb	4
Annexe 6.3 : Liste ddes servitudes d'utilité publique en application de l'article R.123.24.4. du Code de l'Urbanisme	8
Annexe 6.4 : Eléments relatifs au reseau d'adduction d'eau potable et à la défense incendie	22
Annexe 6.5 : Eléments relatifs à l'assainissement	32
Annexe 6.6 : Elements relatifs au systeme d'élimination des dechets	36
Annexe 6.7 : Eléments relatifs à la lutte contre les termites.....	37
Annexe 6.8 : Eléments relatifs aux mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait gonflement des sols argileux	46

ANNEXE 6.1 : ELEMENTS RELATIFS AU DROIT DE PREEMPTION URBAIN

Ce droit permet aux communes (dotées de la compétence urbanisme) d'acquérir prioritairement un bien foncier ou immobilier lorsque celui-ci est sur le point d'être vendu (Loi L211-1 à L211-7 et L213-1 à L213-18).

La commune souhaite disposer du droit de préemption urbain sur l'ensemble des zones U et AU du Plan Local d'Urbanisme.

→ cf. Carte du Droit de Préemption Urbain en suivant.



SAINT MEDARD D'EXIDEUIL
PLAN LOCAL D'URBANISME

DESCRIPTION DU	ARRET DU PROJET	APPROBATION DU PJ
FINANCIAIRE INITIAL	DEBUT DU PROJET	

LEGENDE

 Périmètres à l'intérieur desquels s'applique le droit de préemption urbain
(y compris les zones U2 et U2a du Plan d'Occupation des Sols)

ANNEXE 6.2 : ELEMENTS RELATIFS AU RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

La commune comme l'ensemble du département est soumise au décret n°2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R.1334-1 à R.1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires).

Une loi a été votée le 8 juin 1999, N°99-471 afin de protéger les acquéreurs de biens immobiliers contre les termites et autres xylophages. D'une part, la présence de termites doit être déclarée auprès des autorités, mais d'autre part lors d'une vente immobilière, le vendeur doit fournir un état parasitaire de moins de six mois. A défaut, le vendeur ne peut pas s'exonérer de sa garantie des vices cachés.

Cette loi a été complétée par :

- Un décret en juillet 2000 précisant l'obligation de déclarer à la mairie les foyers d'infestation par les propriétaires, occupants ou syndicats de propriétaires. L'absence de déclaration de présence de termites peut être sanctionnée d'une amende.
- Un décret en mai 2006 : modification du code de la construction en fixant les mesures relatives aux constructions neuves ainsi qu'aux travaux de rénovation.
- Le 27 juin 2006 par un arrêté, visant la protection des bois de structure et des matériaux à base de bois à vocation structurelle mis en œuvre lors de la construction de bâtiments ou d'aménagement.

→ cf. Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 et carte en suivant.

DECRET

Décret n°2006-474 du 25 avril 2006 relatif à la lutte contre le saturnisme et modifiant les articles R. 1334-1 à R. 1334-13 du code de la santé publique (dispositions réglementaires)

NOR: SANP0620646D

Le Premier ministre,

Sur le rapport du ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et du ministre de la santé et des solidarités,

Vu le code de la construction et de l'habitation ;

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L. 1334-1 à L. 1334-12 ;

Le Conseil d'Etat (section sociale) entendu,

Article 1

A modifié les dispositions suivantes :

- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-1 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-10 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-11 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-12 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-13 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-2 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-3 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-4 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-5 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-6 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-7 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-8 (M)
- Modifie Code de la santé publique - art. R1334-9 (M)

Article 2

Est considéré, dans le cadre d'une vente des parties privatives d'un immeuble affecté au logement, comme un constat de risque d'exposition au plomb un état des risques d'accessibilité au plomb établi sur ces parties privatives, conformément aux dispositions de l'article L. 1334-5 dans sa version antérieure à la loi n° 2004-806 du 9 août 2004, sous réserve que la durée de validité de l'état des risques d'accessibilité au plomb n'a pas expiré au jour de la conclusion de la

transaction immobilière.

A l'expiration du délai précité, si la conclusion de la transaction immobilière a eu lieu, la vente suivante du bien mentionné à l'alinéa précédent nécessite l'établissement d'un constat de risque d'exposition au plomb.

Article 3

Art. 3.

Le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et le ministre de la santé et des solidarités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel de la République française.

Par le Premier ministre :

Dominique de Villepin

Le ministre de la santé et des solidarités,

Xavier Bertrand

Le ministre de l'emploi,

de la cohésion sociale et du logement,

Jean-Louis Borloo



ECHELLE 1 / 20 000



LEGENDE



Secteurs concernés par le risque
d'exposition au plomb
(Source : Porter à connaissance)

ANNEXE 6.3 : LISTE DES SERVITUDES D'UTILITE PUBLIQUE EN APPLICATION DE L'ARTICLE R.123.24.4. DU CODE DE L'URBANISME

Source : « Porter à Connaissance » - Préfecture de la Dordogne

Les servitudes d'utilité publique, en tant que protection des intérêts généraux de collectivités, s'imposent au document d'urbanisme.

Les servitudes d'utilité publiques présentes sur la commune sont les suivantes (*cf. Tableau, fiches descriptives des servitudes d'utilité publique et plans des Servitudes d'Utilité Publique en suivant*).

Notification des servitudes d'utilité publique en vigueur sur le territoire de la commune
SAINT-MEDARD-D-EXCIDEUI
24463

AC1

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
AC1	CONSERVATION DU PATRIMOINE CULTUREL: Monuments historiques	- Tour des Charreaux	Arrêté du 06/12/1948: 06/12/48	SDAP	Non	Non	

EL3

Code	Catégorie	Servitude affectant l'utilisation du sol	acte instituant la servitude	Service Responsable	Actes	Plans	Observations
EL3	UTILISATION DE CERTAINES RESSOURCES ET EQUIPEMENTS: Communication-cours d'eau	Servitude de marchepied	Conventions amiables: 0	DDESPE	Non	Non	

Nombre de lignes : 2

03/10/2011

Direction Départementale de l'équipement de la Dordogne
 Service Habitat Urbanisme:Bureau Administratif

MONUMENTS HISTORIQUES

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de protection des monuments historiques.

Loi du 31 décembre 1913 modifiée et complétée par les lois du 31 décembre 1921, 23 juillet 1927, 27 août 1941, 25 février 1943, 10 mai 1946, 21 juillet 1962, 30 décembre 1966, 23 décembre 1970, 31 décembre 1976, 30 décembre 1977, 15 juillet 1980, 12 juillet 1985 et du 6 janvier 1986, et par les décrets du 7 janvier 1959, 18 avril 1961, 6 février 1969, 10 septembre 1970, 7 juillet 1977 et 15 novembre 1984.

Loi du 2 mai 1930 (art. 28) modifiée par l'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983.

Loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes, complétée par la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 et décrets d'application n° 80-923 et n° 80-924 du 21 novembre 1980, n° 82-211 du 24 février 1982, n° 82-220 du 25 février 1982, n° 82-723 du 13 août 1982, n° 82-764 du 6 septembre 1982, n° 82-1044 du 7 décembre 1982 et n° 89-422 du 27 juin 1989.

Décret du 18 mars 1924 modifié par le décret du 13 janvier 1940 et par le décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 (art. 11), n° 84-1006 du 15 novembre 1984.

Décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 pris pour l'application de la loi du 30 décembre 1966, complété par le décret n° 82-68 du 20 janvier 1982 (art. 4).

Décret n° 70-837 du 10 septembre 1970 approuvant le cahier des charges-types pour l'application de l'article 2 de la loi du 30 décembre 1966.

Code de l'urbanisme, articles L. 410-1, L. 421-1, L. 421-6, L. 422-1, L. 422-2, L. 422-4, L. 430-1, L. 430-8, L. 441-1, L. 441-2, R. 410-4, R. 410-13, R. 421-19, R. 421-36, R. 421-38, R. 422-8, R. 421-38-1, R. 421-38-2, R. 421-38-3, R. 421-38-4, R. 421-38-8, R. 430-4, R. 430-5, R. 430-9, R. 430-10, R. 430-12, R. 430-15-7, R. 430-26, R. 430-27, R. 441-3, R. 442-1, R. 442-4-8, R. 442-4-9, R. 442-6, R. 442-6-4, R. 442-11-1, R. 442-12, R. 442-13, R. 443-9, R. 443-10, R. 443-13.

Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, article R. 11-15 et article 11 de la loi du 31 décembre 1913.

Décret n° 79-180 du 6 mars 1979 instituant des services départementaux de l'architecture.

Décret n° 79-181 du 6 mars 1979 instituant des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement.

Décret n° 80-911 du 20 novembre 1980 portant statut particulier des architectes en chef des monuments historiques modifié par le décret n° 88-698 du 9 mai 1988.

Décret n° 84-145 du 27 février 1984 portant statut particulier des architectes des bâtiments de France.

Décret n° 84-1007 du 15 novembre 1984 instituant auprès des préfets de région une commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique.

Décret n° 85-771 du 24 juillet 1985 relatif à la commission supérieure des monuments historiques.

Décret n° 86-538 du 14 mars 1986 relatif aux attributions et à l'organisation des directions régionales des affaires culturelles.

Circulaire du 2 décembre 1977 (ministère de la culture et de l'environnement) relative au report en annexe des plans d'occupation des sols, des servitudes d'utilité publique concernant les monuments historiques et les sites.

Circulaire n° 80-51 du 15 avril 1980 (ministère de l'environnement et du cadre de vie) relative à la responsabilité des délégués régionaux à l'architecture et à l'environnement en matière de protection des sites, abords et paysages.

Ministère de la culture et de la communication (direction du patrimoine).

Ministère de l'équipement, du logement, des transports et de la mer (direction de l'architecture et de l'urbanisme).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

a) Classement

(Loi du 31 décembre 1913 modifiée)

Sont susceptibles d'être classés :

- les immeubles par nature qui, dans leur totalité ou en partie, présentent pour l'histoire ou pour l'art un intérêt public ;
- les immeubles qui renferment des stations ou des gisements préhistoriques ou encore des monuments mégalithiques ;
- les immeubles dont le classement est nécessaire pour isoler, dégager, assainir ou mettre en valeur un immeuble classé ou proposé au classement ;
- d'une façon générale, les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou proposé au classement.

L'initiative du classement appartient au ministre chargé de la culture. La demande de classement peut également être présentée par le propriétaire ou par toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande de classement est adressée au préfet de région qui prend l'avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Elle est adressée au ministre chargé de la culture lorsque l'immeuble est déjà inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques.

Le classement est réalisé par arrêté du ministre chargé de la culture après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

A défaut de consentement du propriétaire, le classement est prononcé par décret en Conseil d'Etat après avis de la commission supérieure des monuments historiques.

Le recours pour excès de pouvoir contre la décision de classement est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

Le déclassement partiel ou total est prononcé par décret en Conseil d'Etat, après avis de la commission supérieure des monuments historiques, sur proposition du ministre chargé des

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Sont susceptibles d'être portés sur cet inventaire :

- les immeubles bâtis ou parties d'immeubles publics ou privés, qui, sans justifier une demande de classement immédiat, présentent un intérêt d'histoire ou d'art suffisant pour en rendre désirable la préservation (décret du 18 avril 1961 modifiant l'article 2 de la loi de 1913) ;
- les immeubles nus ou bâtis situés dans le champ de visibilité d'un immeuble classé ou inscrit (loi du 25 février 1943).

Il est possible de n'inscrire que certaines parties d'un édifice.

L'initiative de l'inscription appartient au préfet de région (art. 1^{er} du décret n° 84-1006 du 15 novembre 1984). La demande d'inscription peut également être présentée par le propriétaire ou toute personne physique ou morale y ayant intérêt. La demande d'inscription est adressée au préfet de région.

L'inscription est réalisée par le préfet de région après avis de la commission régionale du patrimoine historique, archéologique et ethnologique. Le consentement du propriétaire n'est pas requis.

Le recours pour excès de pouvoir est ouvert à toute personne intéressée à qui la mesure fait grief.

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Dès qu'un monument a fait l'objet d'un classement ou d'une inscription sur l'inventaire, il est institué pour sa protection et sa mise en valeur un périmètre de visibilité de 500 mètres (1) dans lequel tout immeuble nu ou bâti visible du monument protégé ou en même temps que lui est frappé de la servitude des « abords » dont les effets sont visés au III A-2° (art. 1^{er} et 3 de la loi du 31 décembre 1913 sur les monuments historiques).

La servitude des abords est suspendue par la création d'une zone de protection du patrimoine architectural et urbain (art. 70 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983), par contre elle est sans incidence sur les immeubles classés ou inscrits sur l'inventaire supplémentaire.

L'article 72 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 relative à la répartition de compétences entre les communes, les départements, les régions et l'Etat a abrogé les articles 17 et 28 de la loi du 2 mai 1930 relative à la protection des monuments naturels et des sites, qui permettaient d'établir autour des monuments historiques une zone de protection déterminée comme en matière de protection des sites. Toutefois, les zones de protection créées en application des articles précités de la loi du 2 mai 1930 continuent à produire leurs effets jusqu'à leur suppression ou leur remplacement par des zones de protection du patrimoine architectural et urbain.

Dans ces zones, le permis de construire ne pourra être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques et des sites ou de son délégué ou de l'autorité mentionnée dans le décret instituant la zone de protection (art. R. 421-38-6 du code de l'urbanisme).

B. - INDEMNISATION

a) *Classement*

Le classement d'office peut donner droit à indemnité au profit du propriétaire, s'il résulte des servitudes et obligations qui en découlent, une modification de l'état ou de l'utilisation des lieux déterminant un préjudice direct matériel et certain.

La demande d'indemnité devra être adressée au préfet et produite dans les six mois à dater de la notification du décret de classement. Cet acte doit faire connaître au propriétaire son droit éventuel à indemnité (Cass. civ. 1, 14 avril 1956 : JC, p. 56, éd. G., IV, 74).

A défaut d'accord amiable, l'indemnité est fixée par le juge de l'expropriation saisi par la partie la plus diligente (loi du 30 décembre 1966, article 1^{er}, modifiant l'article 5 de la loi du 31 décembre 1913, décret du 10 septembre 1970, article 1^{er} à 3). L'indemnité est alors fixée dans les conditions prévues à l'article 13 de l'ordonnance du 23 octobre 1958 (art. L. 13-4 du code de l'expropriation).

Les travaux de réparation ou d'entretien et de restauration exécutés à l'initiative du propriétaire après autorisation et sous surveillance des services compétents, peuvent donner lieu à participation de l'Etat qui peut atteindre 50 p. 100 du montant total des travaux.

Lorsque l'Etat prend en charge une partie des travaux, l'importance de son concours est fixée en tenant compte de l'intérêt de l'édifice, de son état actuel, de la nature des travaux projetés et enfin des sacrifices consentis par les propriétaires ou toutes autres personnes intéressées à la conservation du monument (décret du 18 mars 1924, art. 11).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Les travaux d'entretien et de réparation que nécessite la conservation de tels immeubles ou parties d'immeubles peuvent, le cas échéant, faire l'objet d'une subvention de l'Etat dans la limite de 40 p. 100 de la dépense engagée. Ces travaux doivent être exécutés sous le contrôle du service des monuments historiques (loi de finances du 24 mai 1951).

c) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Aucune indemnisation n'est prévue.

(1) L'expression « périmètre de 500 mètres » employée par la loi doit s'entendre de la distance de 500 mètres entre l'immeuble classé ou inscrit et la construction projetée (Conseil d'Etat, 29 janvier 1971, S.C.I. « La Charmille de Monsoult » : rec. p. 87, et 15 janvier 1982, Société de construction « Résidence Val Saint-Jacques » : DA 1982 n° 112).

C. - PUBLICITÉ

a) *Classement et inscription sur l'inventaire des monuments historiques*

Publicité annuelle au *Journal officiel* de la République française.

Notification aux propriétaires des décisions de classement ou d'inscription sur l'inventaire.

b) *Abords des monuments classés ou inscrits*

Les propriétaires concernés sont informés à l'occasion de la publicité afférente aux décisions de classement ou d'inscription.

La servitude « abords » est indiquée au certificat d'urbanisme.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° *Prérogatives exercées directement par la puissance publique*

a) *Classement*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter par les soins de l'administration et aux frais de l'Etat et avec le concours éventuel des intéressés, les travaux de réparation ou d'entretien jugés indispensables à la conservation des monuments classés (art. 9 de la loi modifiée du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de faire exécuter d'office par son administration les travaux de réparation ou d'entretien faute desquels la conservation serait gravement compromise et auxquels le propriétaire n'aurait pas procédé après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation. La participation de l'Etat au coût des travaux ne pourra être inférieure à 50 p. 100. Le propriétaire peut s'exonérer de sa dette en faisant abandon de l'immeuble à l'Etat (loi du 30 décembre 1966, art. 2 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre II) (1).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles, de poursuivre l'expropriation de l'immeuble au nom de l'Etat, dans le cas où les travaux de réparation ou d'entretien, faute desquels la conservation serait gravement compromise, n'auraient pas été entrepris par le propriétaire après mise en demeure ou décision de la juridiction administrative en cas de contestation (art. 9-1 de la loi du 31 décembre 1913 ; décret n° 70-836 du 10 septembre 1970, titre III).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre, au nom de l'Etat, l'expropriation d'un immeuble classé ou en instance de classement en raison de l'intérêt public qu'il offre du point de vue de l'histoire ou de l'art. Cette possibilité est également offerte aux départements et aux communes (art. 6 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles de poursuivre l'expropriation d'un immeuble non classé. Tous les effets du classement s'appliquent au propriétaire dès que l'administration lui a notifié son intention d'exproprier. Ils cessent de s'appliquer si la déclaration d'utilité publique n'intervient pas dans les douze mois de cette notification (art. 7 de la loi du 31 décembre 1913).

Possibilité de céder de gré à gré à des personnes publiques ou privées les immeubles classés expropriés. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi du 31 décembre 1913, décret n° 70-836 du 10 septembre 1970).

b) *Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques*

Possibilité pour le ministre chargé des affaires culturelles d'ordonner qu'il soit sursis à des travaux devant conduire au morcellement ou au dépeçage de l'édifice dans le seul but de vendre des matériaux ainsi détachés. Cette possibilité de surseoir aux travaux ne peut être utilisée qu'en l'absence de mesure de classement qui doit en tout état de cause, intervenir dans le délai de cinq ans.

(1) Lorsque l'administration se charge de la réparation ou de l'entretien d'un immeuble classé, l'Etat répond des dommages causés au propriétaire, par l'exécution des travaux ou à l'occasion de ces travaux, sauf faute du propriétaire ou cas de force majeure (Conseil d'Etat, 5 mars 1982, Guetere Jean : rec., p. 100).

2^e. Obligations de faire imposées au propriétaire

a) Classement

(Art. 9 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 10 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire de demander l'accord du ministre chargé des monuments historiques avant d'entreprendre tout travail de restauration, de réparation ou de modification, de procéder à tout déplacement ou destruction de l'immeuble. La démolition de ces immeubles demeure soumise aux dispositions de la loi du 31 décembre 1913 (art. L. 430-1, dernier alinéa, du code de l'urbanisme).

Les travaux autorisés sont exécutés sous la surveillance du service des monuments historiques. Il est à noter que les travaux exécutés sur les immeubles classés sont exemptés de permis de construire (art. R. 422-2 b du code de l'urbanisme), dès lors qu'ils entrent dans le champ d'application du permis de construire.

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers du code de l'urbanisme (art. R. 442-2), le service instructeur doit recueillir l'accord du ministre chargé des monuments historiques, prévu à l'article 9 de la loi du 31 décembre 1913. Cette autorisation qui doit être accordée de manière expresse, n'est soumise à aucun délai d'ins-truction et peut être délivrée indépendamment de l'autorisation d'installation et travaux divers. Les mêmes règles s'appliquent pour d'autres travaux soumis à autorisation ou déclaration en vertu du code de l'urbanisme (clôtures, terrains de camping et caravanes, etc.).

Obligation pour le propriétaire, après mise en demeure, d'exécuter les travaux d'entretien ou de réparation faute desquels la conservation d'un immeuble classé serait gravement compromise. La mise en demeure doit préciser le délai d'exécution des travaux et la part des dépenses qui sera supportée par l'Etat et qui ne pourra être inférieure à 50 p. 100.

Obligation d'obtenir du ministre chargé des monuments historiques, une autorisation spéciale pour adosser une construction neuve à un immeuble classé (art. 12 de la loi du 31 décembre 1913). Aussi, le permis de construire concernant un immeuble adossé à un immeuble classé ne peut être délivré qu'avec l'accord exprès du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme) (1).

Ce permis de construire ne peut être obtenu tacitement (art. R. 421-12 et R. 421-19 b du code de l'urbanisme). Un exemplaire de la demande de permis de construire est transmis par le service instructeur, au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 421-38-3 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux concernant un immeuble adossé à un immeuble classé sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité visée à l'article R. 421-38-3 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi concernée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Le propriétaire qui désire édifier une clôture autour d'un immeuble classé, doit faire une déclaration de clôture en mairie, qui tient lieu de la demande d'autorisation prévue à l'article 12 de la loi du 31 décembre 1913.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'aviser l'acquéreur, en cas d'aliénation, de l'existence de cette servitude.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé de notifier au ministre chargé des affaires culturelles toute aliénation quelle qu'elle soit, et ceci dans les quinze jours de sa date.

Obligation pour le propriétaire d'un immeuble classé d'obtenir du ministre chargé des affaires culturelles, un accord préalable quant à l'établissement d'une servitude conventionnelle.

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

(Art. 2 de la loi du 31 décembre 1913 et art. 12 du décret du 18 mars 1924)

Obligation pour le propriétaire d'avertir le Directeur régional des affaires culturelles quatre mois avant d'entreprendre les travaux modifiant l'immeuble ou la partie d'immeuble inscrit. Ces travaux sont obligatoirement soumis à permis de construire dès qu'ils entrent dans son champ d'application (art. L. 422-4 du code de l'urbanisme).

(1) Les dispositions de cet article ne sont applicables qu'aux projets de construction jouxtant un immeuble bâti et non aux terrains limitrophes (Conseil d'Etat, 15 mai 1981, Mme Castel : DA 1981, n° 212).

Le ministre peut interdire les travaux qu'en engageant la procédure de classement dans les quatre mois, sinon le propriétaire reprend sa liberté (Conseil d'Etat, 2 janvier 1959, Dame Crozes : rec., p. 4).

Obligation pour le propriétaire qui désire démolir partiellement ou totalement un immeuble inscrit, de solliciter un permis de démolir. Un exemplaire de la demande est transmis au directeur régional des affaires culturelles (art. R. 430-4 et R. 430-5 du code de l'urbanisme). La décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. L. 430-8, R. 430-10 et R. 430-12 [1°] du code de l'urbanisme).

c) Abords des monuments classés ou inscrits

(Art. 1^{er}, 13 et 13 bis de la loi du 31 décembre 1913)

Obligation au titre de l'article 13 bis de la loi de 1913, pour les propriétaires de tels immeubles, de solliciter l'autorisation préfectorale préalablement à tous travaux de construction nouvelle, de transformation et de modification de nature à en affecter l'aspect (ravalement, gros entretien, peinture, aménagement des toits et façades, etc.), de toute démolition et de tout déboisement.

Lorsque les travaux nécessitent la délivrance d'un permis de construire, ledit permis ne peut être délivré qu'avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France. Cet accord est réputé donné faute de réponse dans un délai d'un mois suivant la transmission de la demande de permis de construire par l'autorité chargée de son instruction, sauf si l'architecte des bâtiments de France fait connaître dans ce délai, par une décision motivée, à cette autorité, son intention d'utiliser un délai plus long qui ne peut, en tout état de cause, excéder quatre mois (art. R. 421-38-4 du code de l'urbanisme).

L'évocation éventuelle du dossier par le ministre chargé des monuments historiques empêche toute délivrance tacite du permis de construire.

Lorsque les travaux sont exemptés de permis de construire mais soumis au régime de déclaration en application de l'article L. 422-2 du code de l'urbanisme, le service instructeur consulte l'autorité mentionnée à l'article R. 421-38-4 du code de l'urbanisme. L'autorité ainsi consultée fait connaître à l'autorité compétente son opposition ou les prescriptions qu'elle demande dans un délai d'un mois à dater de la réception de la demande d'avis par l'autorité consultée. A défaut de réponse dans ce délai, elle est réputée avoir émis un avis favorable (art. R. 422-8 du code de l'urbanisme).

Lorsque les travaux nécessitent une autorisation au titre des installations et travaux divers, l'autorisation exigée par l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme tient lieu de l'autorisation exigée en vertu de l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913 lorsqu'elle est donnée avec l'accord de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 442-13 du code de l'urbanisme) et ce, dans les territoires où s'appliquent les dispositions de l'article R. 442-2 du code de l'urbanisme, mentionnées à l'article R. 442-1 dudit code).

Le permis de démolir visé à l'article L. 430-1 du code de l'urbanisme tient lieu d'autorisation de démolir prévue par l'article 13 bis de la loi du 31 décembre 1913. Dans ce cas, la décision doit être conforme à l'avis du ministre chargé des monuments historiques ou de son délégué (art. R. 430-12 du code de l'urbanisme).

Lorsque l'immeuble est inscrit sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit et que par ailleurs cet immeuble est insalubre, sa démolition est ordonnée par le préfet (art. L. 28 du code de la santé publique) après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de quinze jours (art. R. 430-27 du code de l'urbanisme).

Lorsqu'un immeuble menaçant ruine, est inscrit sur l'inventaire des monuments historiques, ou situé dans le champ de visibilité d'un édifice classé ou inscrit ou est protégé au titre des articles 4, 9, 17 ou 28 de la loi du 2 mai 1930, et que par ailleurs cet immeuble est déclaré par le maire « immeuble menaçant ruine », sa réparation ou sa démolition ne peut être ordonnée par ce dernier qu'après avis de l'architecte des bâtiments de France. Cet avis est réputé délivré en l'absence de réponse dans un délai de huit jours (art. R. 430-26 du code de l'urbanisme).

En cas de péril imminent donnant lieu à l'application de la procédure prévue à l'article L. 511-3 du code de la construction et de l'habitation, le maire en informe l'architecte des bâtiments de France en même temps qu'il adresse l'avertissement au propriétaire.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1^o Obligations passives

Immeubles classés, inscrits sur l'inventaire
ou situés dans le champ de visibilité des monuments classés ou inscrits

Interdiction de toute publicité sur les immeubles classés ou inscrits (art. 4 de la loi n° 79-1150 du 29 décembre 1979 relative à la publicité, aux enseignes et préenseignes) ainsi que dans les zones de protection délimitées autour des monuments historiques classés, dans le champ de visibilité des immeubles classés ou inscrits et à moins de 100 mètres de ceux-ci (art. 7 de la loi du 29 décembre 1979). Il peut être dérogé à ces interdictions dans les formes prévues à la section 4 de la dite loi, en ce qui concerne les zones mentionnées à l'article 7 de la loi du 29 décembre 1979.

Les préenseignes sont soumises aux dispositions visées ci-dessus concernant la publicité (art. 18 de la loi du 29 décembre 1979).

L'installation d'une enseigne est soumise à autorisation dans les lieux mentionnés aux articles 4 et 7 de la loi du 29 décembre 1979 (art. 17 de ladite loi).

Interdiction d'installer des campings, sauf autorisation préfectorale, à moins de 500 mètres d'un monument classé ou inscrit. Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux points d'accès du monument l'existence d'une zone interdite aux campeurs (décret n° 68-134 du 9 février 1968).

Interdiction du camping et du stationnement de caravanes pratiqués isolément, ainsi que l'installation de terrains de camping et de caravanage à l'intérieur des zones de protection autour d'un monument historique classé, inscrit ou en instance de classement, défini au 3^o de l'article 1^{er} de la loi du 31 décembre 1913 ; une dérogation peut être accordée par le préfet ou le maire après avis de l'architecte des bâtiments de France (art. R. 443-9 du code de l'urbanisme). Obligation pour le maire de faire connaître par affiche à la porte de la mairie et aux principales voies d'accès de la commune, l'existence d'une zone de stationnement réglementé des caravanes.

2^o Droits résiduels du propriétaire

a) Classement

Le propriétaire d'un immeuble classé peut le louer, procéder aux réparations intérieures qui n'affectent pas les parties classées, notamment installer une salle de bain, le chauffage central. Il n'est jamais tenu d'ouvrir sa maison aux visiteurs et aux touristes, par contre, il est libre s'il le désire d'organiser une visite dans les conditions qu'il fixe lui-même.

Le propriétaire d'un immeuble classé peut, si des travaux nécessaires à la conservation de l'édifice sont exécutés d'office, solliciter dans un délai d'un mois à dater du jour de la notification de la décision de faire exécuter les travaux d'office, l'Etat d'engager la procédure d'expropriation. L'Etat doit faire connaître sa décision dans un délai de six mois, mais les travaux ne sont pas suspendus (art. 2 de la loi du 30 décembre 1966 ; art. 7 et 8 du décret du 10 septembre 1970).

La collectivité publique (Etat, département ou commune) devenue propriétaire d'un immeuble classé à la suite d'une procédure d'expropriation engagée dans les conditions prévues par la loi du 31 décembre 1913 (art. 6), peut le céder de gré à gré à une personne publique ou privée qui s'engage à l'utiliser aux fins et conditions prévues au cahier des charges annexé à l'acte de cession. La cession à une personne privée doit être approuvée par décret en Conseil d'Etat (art. 9-2 de la loi de 1913, art. 10 du décret n° 70-836 du 10 septembre 1970 et décret n° 70-837 du 10 septembre 1970).

b) Inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments historiques

Néant.

c) Abords des monuments historiques classés ou inscrits

Néant.

COURS D'EAU DOMANIAUX, LACS ET PLANS D'EAU DOMANIAUX

I. - GÉNÉRALITÉS

Servitudes de halage et de marchepied.

Servitudes à l'usage des pêcheurs.

Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, articles 1^{er} à 4, 15, 16 et 22.

Code rural, article 431 (art. 4 de la loi n° 84-512 du 29 juin 1984, modifiant l'ancien article 424 du code rural instituant une servitude à l'usage des pêcheurs).

Loi locale du 2 juillet 1891 modifiée par la loi locale du 22 avril 1902 sur l'usage et la répartition des eaux, validée par l'article 7, § 5, de la loi française du 1^{er} juin 1924 et règlement d'application du 14 février 1892, § 39 et 41, applicables aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Circulaire n° 73-14 du 26 janvier 1973 (aménagement du territoire, équipement, logement et tourisme) relative à la servitude de marchepied.

Circulaire n° 78-95 du 6 juillet 1978 relative aux servitudes d'utilité publique affectant l'utilisation du sol et concernant les cours d'eau (report dans les plans d'occupation des sols).

Circulaire n° 80-7 du 8 janvier 1980 pour l'application du décret n° 79-1152 du 28 décembre 1979 (ministère de l'intérieur).

Conservation du domaine public fluvial.

Code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure, article 28.

Ministère des transports (direction des transports terrestres, bureau de la gestion du domaine).

II. - PROCÉDURE D'INSTITUTION

A. - PROCÉDURE

Application des dispositions du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure concernant ces servitudes :

- aux cours d'eau navigables (servitude de halage de 7,80 mètres, de marchepied de 3,25 mètres, article 15 dudit code) ;

- aux cours d'eau domaniaux rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables, et demeurant classés dans le domaine public (servitudes de marchepied de 3,25 mètres sur les deux rives, article 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure) ;

- aux lacs domaniaux, article 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure (servitudes de marchepied de 3,25 mètres).

Application des dispositions de la loi locale du 2 juillet 1891 modifiée et du règlement du 14 février 1892, servitudes de halage de 7,80 mètres (maximum), de marchepied de 3,25 mètres (maximum), aux cours d'eau navigables ou flottables des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle.

Ces servitudes sont instituées à la demande de l'administration (art. 18 de la loi du 2 juillet 1891). En ce qui concerne le Rhin, cette servitude n'existe pas, la digue de protection, qui fait office de chemin de halage, étant propriété de l'Etat.

Application de l'article 431 du code rural (servitudes à l'usage des pêcheurs) : aux cours d'eau domaniaux et plans d'eau domaniaux (largeur de 3,25 mètres pouvant être ramenée à 1,50 mètre) et aux cours d'eau rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables (largeur de 1,50 mètre).

B. - INDEMNISATION

Indemnisation prévue pour les propriétaires riverains à raison des dommages qui leur sont occasionnés par l'institution des servitudes consécutives au classement ou à l'inscription à la nomenclature de la rivière ou du lac, sous déduction des avantages que peuvent leur procurer lesdits classement ou inscription dans la nomenclature (art. 19 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Indemnisation prévue, lorsque pour les besoins de la navigation, la servitude de halage est établie sur une rive où cette servitude n'existait pas (art. 19 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Les contestations relatives à cette indemnité sont jugées par la juridiction compétente en matière d'expropriation (art. 20 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

C. - PUBLICITÉ

Publicité de l'acte d'inscription à la nomenclature ou de classement dans le domaine public.

III. - EFFETS DE LA SERVITUDE

A. - PRÉROGATIVES DE LA PUISSANCE PUBLIQUE

1° Prérogatives exercées directement par la puissance publique

Dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, possibilité pour l'administration d'imposer aux propriétaires riverains des cours d'eau navigables ou flottables, de laisser sur les deux rives un emplacement ouvert à la circulation. La largeur de cet emplacement est fixée par l'administration. Elle ne peut dépasser 3,25 mètres (côté du marchepied) et 7,80 (côté halage). Dans ce dernier cas, il peut être défendu par l'administration d'établir des bâtiments, enclos ou fossés dans une zone supplémentaire de 1,95 mètre maximum (art. 18 de la loi locale du 2 juillet 1891).

2° Obligations de faire imposées au propriétaire

Néant.

B. - LIMITATIONS AU DROIT D'UTILISER LE SOL

1° Obligations passives

Obligation pour les riverains des fleuves et rivières inscrits sur la nomenclature des voies navigables ou flottables et des îles, dans l'intérêt du service de la navigation et partout où il existe un chemin de halage, de réserver le libre passage des animaux et véhicules assurant la traction des bateaux, ainsi que la circulation et les manœuvres des personnes effectuant des transports par voie d'eau ou assurant la conduite des trains de bois de flottage, et ce, sur une largeur de 7,80 mètres (art. 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure) (1).

Si la distance de 7,80 mètres doit être augmentée, l'administration est obligée de recourir à l'expropriation, si elle ne recueille pas le consentement des riverains (art. 19 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Interdiction pour les mêmes riverains, de planter des arbres ou de clore par haie autrement qu'à une distance de 9,75 mètres du côté où les bateaux se tirent et de 3,25 mètres sur le bord où il n'existe pas de chemin de halage (art. 15 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

Obligation pour les riverains des cours d'eau rayés de la nomenclature des voies navigables ou flottables, mais maintenus dans le domaine public, de réserver de chaque côté le libre passage pour les nécessités d'entretien du cours d'eau et l'exercice de la pêche, et ce, sur une distance de 1,50 mètre (art. 431 du code rural).

(1) La servitude de halage n'est imposée en principe que d'un seul côté ; sur l'autre existe la servitude de marchepied. En outre, là où le halage a disparu subsiste la servitude de marchepied (Conseil d'Etat, 15 mai 1953, Chapelle).

Interdiction d'extraire sans autorisation à moins de 11,70 mètres de la limite des berges des rivières domaniales ou des bords des canaux domaniaux, des terres, sables, et autres matériaux, sous peine d'amende ou du paiement des frais de remise en l'état des lieux (art. 28 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

La loi locale dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle n'édicte pas de prescriptions analogues en ce qui concerne les extractions. Cependant, il paraît souhaitable pour la bonne gestion des voies navigables de les appliquer.

2° Droits résiduels du propriétaire

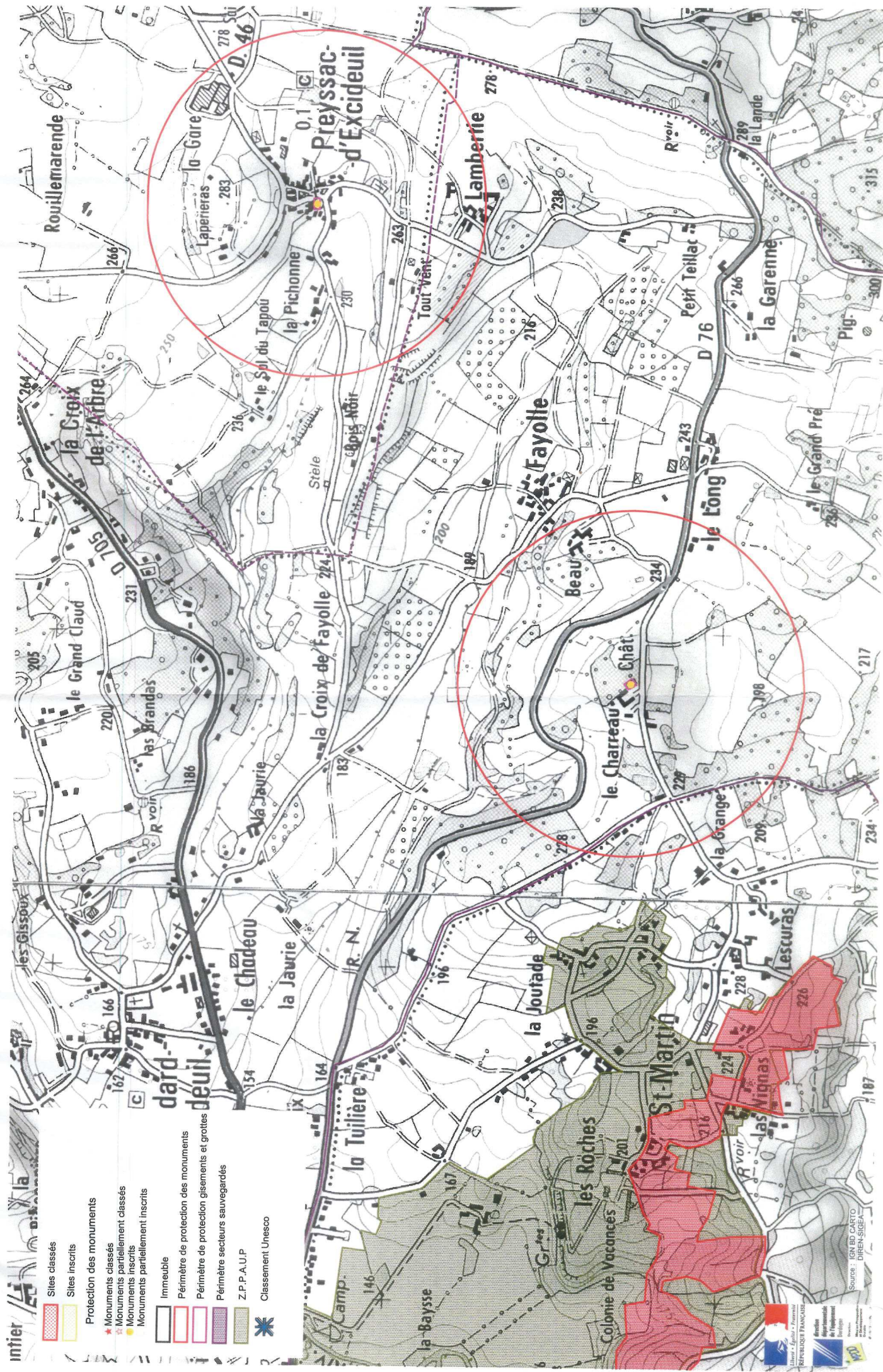
Possibilité pour le propriétaire riverain d'exercer tous les droits de la propriété qui ne sont pas incompatibles avec l'exercice des servitudes, d'où l'obligation avant d'entreprendre des constructions, des plantations ou l'édification de clôtures de demander au service gestionnaire de reconnaître la limite de la servitude. Si dans les trois mois à compter de la demande, l'administration n'a pas fixé la limite, les constructions, plantations ou clôtures faites par les riverains ne peuvent plus être supprimées, que moyennant indemnité au titre de l'article 18 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure et pour les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle au titre de l'article 1^{er} de la loi locale du 2 juillet 1891.

Possibilité pour le propriétaire riverain, lorsque l'intérêt du service de la navigation, les nécessités de l'entretien du cours d'eau et l'exercice de la pêche le permettent, d'obtenir par arrêté ministériel la réduction des distances des servitudes de halage et de marchepied (art. 16 du code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure).

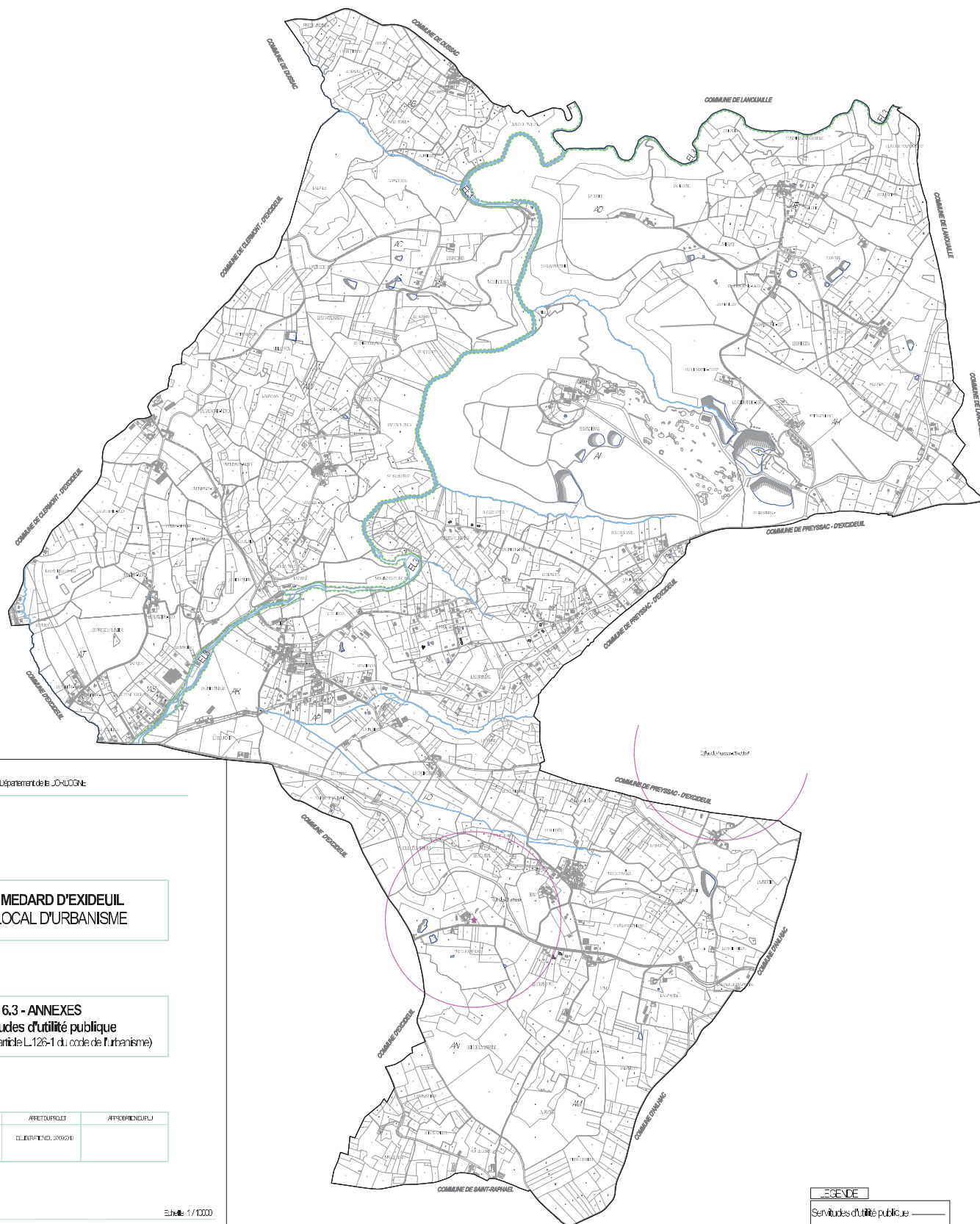
Possibilité pour le propriétaire riverain, lorsque l'exercice de la pêche et les nécessités d'entretien et de surveillance des cours d'eau et plans d'eau le permettent, d'obtenir par arrêté ministériel (ou du préfet par délégation), la réduction de la largeur de 3,25 mètres à 1,50 mètre (art. 431 du code rural).

Département de la Dordogne commune de St MEDARD D'EXCIDEUIL Les servitudes réglementaires sur le patrimoine naturel et culturel

Carte mise à jour avec l'information connue au : 30/04/2007



Source : IGN BD CARTE
DREN-SIGA



SAINT MEDARD D'EXIDEUIL
PLAN LOCAL D'URBANISME

RESPONDENT 1	ARRET DU PROJET	APPROBATION DU PJ
PERMISSION D'UTILISER	CELEBRATION 2009/2010	

LEGENDE

Servitudes d'utilité publique

- AC1: Servitudes de protection des monuments historiques (monuments classés)
- EL3: Servitudes d'égout et de matériel de conservation du domaine public fluvial

ANNEXE 6.4 : ELEMENTS RELATIFS AU RESEAU D'ADDUCTION D'EAU POTABLE ET A LA DEFENSE INCENDIE

1. ALIMENTATION EN EAU POTABLE

La loi du 3 janvier 1992 s'inscrit dans le cadre d'un renforcement de la politique de l'environnement, tant au niveau communautaire que national. Elle a notamment pour objectif d'assurer et de réhabiliter la qualité des eaux du territoire.

Les principes fondamentaux en sont la reconnaissance de la valeur patrimoniale de l'eau, le respect de l'équilibre des écosystèmes aquatiques, des zones humides et de leur richesse spécifique, l'adéquation de toute opération ou projet dans le domaine de l'eau et l'implication plus grande de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans la gestion de l'eau.

SDAGE

La commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL est concernée par le SDAGE du Bassin Adour Garonne 2010-2015. Parmi les mesures du SDAGE figurent les zones vertes et les axes bleus.

Les zones vertes sont des écosystèmes aquatiques et des zones humides remarquables qui méritent une attention particulière et immédiate à l'échelle du Bassin Adour Garonne (mesures A3 et A9 du SDAGE). Les axes bleus sont les axes migrateurs prioritaires pour la mise en œuvre des programmes de restauration des poissons grands migrateurs du Bassin Adour Garonne (mesure A22).

Six grandes orientations ont guidé la révision du SDAGE de 1996. Elles intègrent les objectifs de la DCE et du SDAGE précédent qu'il est nécessaire de poursuivre ou de renforcer :

- créer les conditions favorables à une bonne gouvernance
- réduire l'impact des activités sur les milieux aquatiques
- gérer durablement les eaux souterraines, préserver et restaurer les fonctionnalités des milieux aquatiques et humides
- assurer une eau de qualité pour les activités et usages respectueux des milieux aquatiques
- maîtriser la gestion quantitative de l'eau dans la perspective du changement climatique
- privilégier une approche territoriale et placer l'eau au cœur de l'aménagement du territoire

Réglementation applicable :

Conformément à l'article R. 1321-54 Livre III, Titre II, chapitre I du code de la Santé Publique (sécurité sanitaire des eaux et des aliments) : « les réseaux intérieurs de distribution équipant les immeubles ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau distribuée dans les installations privées de distribution. Ces réseaux ne peuvent, sauf dérogation, être alimentés par une eau issue d'une ressource qui n'a pas été autorisée ».

Réglementation applicable aux distributions privées :

↳ Dans le cadre d'une distribution collective privée autre que pour l'usage personnel d'une famille : l'utilisation de l'eau d'un puits ou forage privé pour la consommation humaine devra être autorisée par arrêté préfectoral conformément aux articles R 1321-6 du code de la Santé Publique (Livre III protection de la santé et environnement), et à l'arrêté du 26 juillet 2002 relatif à la constitution des dossiers d'autorisation.

↳ Dans le cadre d'une distribution à l'usage personnel d'une famille : l'utilisation d'eau à l'usage personnel d'une famille doit être déclarée à la Mairie et à l'Agence Régionale de la Santé – Délégation Territoriale de la Dordogne, cette déclaration doit être accompagnée d'un plan où figureront la localisation et les caractéristiques de l'ouvrage ainsi que d'une analyse de potabilité conformément au code de la Santé Publique (R 1321-1 et suivants), et à l'arrêté du 26 juillet 2002 mentionnés ci-dessus.

Autres réglementations :

Avant de réaliser un captage, il convient de respecter les réglementations et / ou recommandations suivantes :

- Loi sur l'eau n° 92-3 du 3 janvier 1992 codifiée (Code de l'environnement – Code Général des Collectivités Territoriales – Code de la Santé Publique).
- SDAGE Adour-Garonne.
- SAGE Isle-Dronne
- Article 131 du Code Minier.

Données Locales

Source : Commune

L'alimentation et la gestion en eau potable de la commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL est assurée par le syndicat d'alimentation en eau potable d'Excideuil.

Le réseau de l'alimentation en eau potable dessert majoritairement les secteurs bâtis de la commune. Le réseau reste à renforcer dans le bourg et sur *La Farge*. Mais toutes les habitations sont desservies par le réseau.

A noter que des travaux de renforcement du réseau sont prévus au niveau de Rezonzac vers Essendiéras et au niveau des Fourches.

La commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL est alimentée à partir du forage de la Pinsonnelle (commune de Saint-Pantaly-d'Excideuil) et de la source de Sarconnat (commune d'Excideuil). Ces ressources en eau sont suffisantes pour assurer l'alimentation en eau de la commune et pour faire face à une augmentation de la demande.

Il n'existe pas de captage propre à la commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL

2. DEFENSE CONTRE L'INCENDIE

Rappel réglementaire

Il apparaît nécessaire en premier lieu de rappeler que l'évaluation des besoins en eau pour la lutte contre l'incendie est fixée par :

- la circulaire interministérielle n° 465 du 10 décembre 1951,
- la circulaire interministérielle du 20 février 1957,
- la circulaire interministérielle du 9 août 1967.

Ces textes précisent entre autres que les pompiers doivent trouver sur place, en tout temps, 120 m³ d'eau utilisables en deux heures quelle que soit la nature des points d'eau ; ce débit constitue un minimum.

Ces besoins peuvent être satisfaits indifféremment, à partir d'un réseau de distribution, par des points d'eau naturels, par des réserves artificielles.

Lorsque les réseaux ne permettent pas d'obtenir ces débits, la défense incendie ou son complément peut être assuré par des réserves d'eau aménagées.

L'implantation et les caractéristiques des hydrants doivent répondre aux normes NF.S 61.211 ou NF.61.213 et NF.S.62.220.

En ce qui concerne le réseau de distribution, les prises d'eau doivent se trouver en principe à une distance de 200 à 300 mètres les unes des autres. Cet espacement entre prises d'eau équivaut à une distance entre la construction et la prise d'eau comprise entre 100 et 150 mètres ; par dérogation, il est admis que cette distance peut être portée à 200 mètres.

Le Maire a la possibilité d'adapter la défense incendie en fonction de son coût et de la réalité des enjeux ; à ce titre, s'il apprécie un risque comme étant particulièrement faible, il relève de sa responsabilité d'accepter un point d'eau naturel se trouvant à 400 mètres.

- Les points d'eau naturels peuvent être des cours d'eau, mares, étangs, puits, pièces d'eau, etc ...
- Les points d'eau naturels et les réserves artificielles doivent être équipés et aménagés de façon à être accessibles par les engins.
- Il est à noter que les réseaux d'eau potable ne peuvent être dimensionnés pour les seuls besoins de la défense incendie.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement les zones artisanales et industrielles, l'avis du Service Départemental d'Incendie et de Secours sera requis.

En tout état de cause, l'attention de l'autorité municipale doit être attirée sur le fait que toute construction nouvelle dans un secteur dépourvu de défense incendie engagerait en cas de sinistre sa responsabilité au titre des articles L.2212-1 et L.2212-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par ailleurs, par lettre circulaire du 10 mai 2004, le Préfet de la Gironde précise, dans le cadre de l'instruction des actes d'urbanisme, la prise en compte du risque incendie selon la nature du risque.

Cette circulaire distingue :

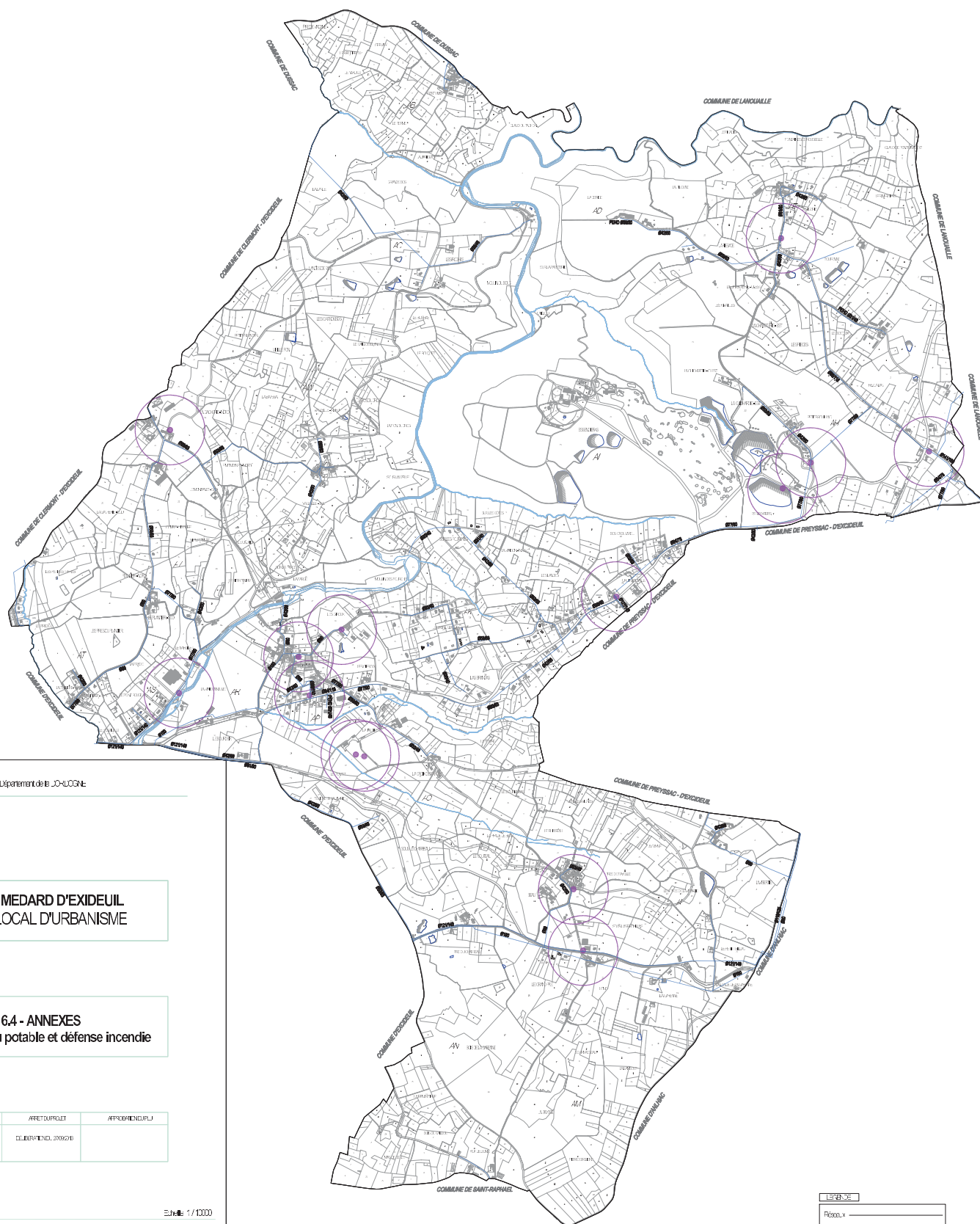
- le risque courant ;
- le risque bâtementaire faible ;
- le risque aggravé pour lequel la consultation du S.D.I.S. est recommandée ;
- les risques particuliers pour lesquels la consultation du S.D.I.S. est obligatoire.

Données Locales

La commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL recense sur son territoire : 13 hydrants, localisés à *La Maisonneuve*, entre *Le Pontet* et *La Jaurie* (2), *Le Grand Pré*, *Beau*, *Le Chadeau*, le bourg, *Croix Baumade*, *Les Bruyères* (2), RD 4 en limite communale avec Lanouaille, *La Chaboterie* et *La Gacherie*.

Rappel des obligations de débroussaillage issues du décret n°2012-836 du 29 juin 2012

→ cf. document ci-joint.



Département de la JOUQUE

SAINT MEDARD D'EXIDEUIL
PLAN LOCAL D'URBANISME

6.4 - ANNEXES

RESPONDING	ARET SUPPLIANT	APPROPRIATE
PERFORMING	CELEBRATING	

Echelle 1/10000

Débroussaillage obligatoire : synthèse des nouveautés du Code Forestier de juillet 2012



Avec la parution de l'ordonnance n° 2012-92, le 26 janvier 2012, et du décret n° 2012-836, le 29 juin 2012, le Code Forestier est modifié.

Il s'agit pour l'essentiel d'une recodification à droit constant. Cependant, la législation portant sur le débroussaillage réglementaire est modifiée en partie. Certaines dispositions ont simplement été recodifiées, d'autres sont entièrement nouvelles.

1. Présentation synthétique des nouvelles mesures

1.1. Nouvelles mesures applicables sur l'ensemble du territoire national

- L 131-12 : Lorsqu'un propriétaire doit débroussailler le terrain de son voisin, ce dernier ne peut s'opposer à la réalisation des travaux mais peut les réaliser lui-même. **En cas de refus d'accès à sa propriété, l'obligation de débroussaillage est mise à sa charge.**
- R 131-14 : Lorsqu'une personne doit débroussailler le terrain de son voisin, elle doit informer le propriétaire et l'occupant du fonds voisin ; leur demander l'autorisation de pénétrer sur ce fonds pour réaliser les travaux, et **rappeler au propriétaire qu'à défaut d'autorisation donnée dans un délai d'un mois, les obligations sont mises à sa charge. Lorsque l'autorisation n'a pas été donnée, elle en informe le maire.**

- L 131-13 : En cas de superposition d'Obligations Légales de Débroussaillage (OLD) sur une même parcelle, **les travaux incombent au propriétaire de la parcelle dès lors qu'il y est lui-même soumis** (schéma 1).
 Dans le cas où la zone de superposition des OLD se situe sur la parcelle d'une tierce personne, **les travaux incombent au propriétaire de la construction la plus proche d'une limite de cette parcelle** (zone entourée de pointillés rouges sur le schéma 2).

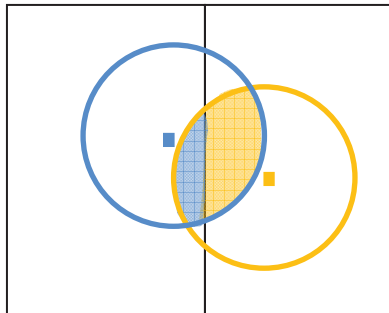


Schéma 1

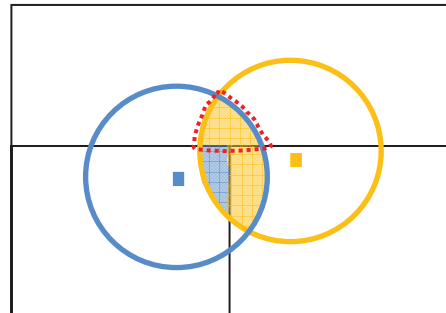
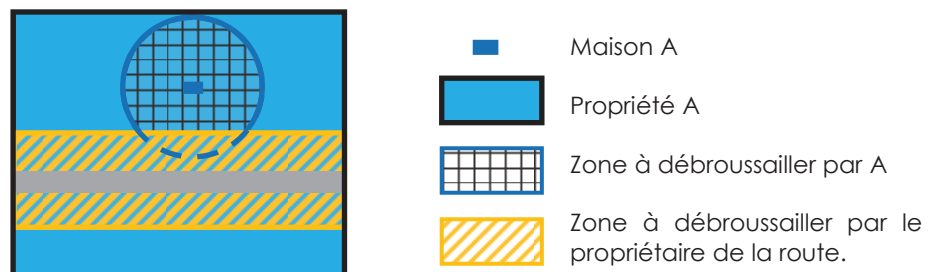


Schéma 2

1.2. Nouvelles mesures communes aux territoires, bois et forêts exposés aux risques d'incendie (dont PACA)

- L 134-6: La largeur de débroussaillage des voies d'accès privées doit être **fixée par le préfet et ne peut excéder 10 m**.
- L 134-13 : Les propriétaires de voies ouvertes à la circulation publique, de voies ferrées, et de lignes électriques soumises aux OLD peuvent demander au préfet un arrêté autorisant des **mesures alternatives au débroussaillage**.
- L 134-14
 R 134-14 : Lorsque les OLD de voies ouvertes à la circulation publique, ou de voies ferrées, ou de lignes électriques se superposent avec les OLD de constructions, zones urbaines, lotissements, ZAC, AFU, campings s'imposant à d'autres propriétaires, **les travaux doivent être réalisés par le propriétaire de l'infrastructure linéaire**, même sur le terrain d'autrui.



- L 134-15
 R 134-6 : **Les communes doivent mentionner en annexe de leur document d'urbanisme les OLD se rapportant aux zones urbaines, lotissements, ZAC, AFU, et campings ainsi que les OLD imposées par un Plan de Prévention des Risques Naturels (PPRN)** (valable pour les documents d'urbanisme non adoptés au 01/07/12).

- L 134-16 : **En cas de mutation, le cédant informe le futur propriétaire de l'obligation de débroussailler. A toute conclusion ou renouvellement de bail, le propriétaire porte ces informations à la connaissance du preneur.**
- L 134-17 : **Le débroussaillage des voies ouvertes à la circulation publique, des voies ferrées et des lignes électriques peut être réalisé d'office** par le préfet, au frais du propriétaire de l'infrastructure, après une mise en demeure restée sans effet durant 2 mois.
- L 134-18 : En cas de non respect des mesures spéciales de sécurité prescrites pour les lignes électriques, leur propriétaire risque une **amende d'un montant maximal de 300 € par mètre de ligne électrique** n'ayant pas fait l'objet des mesures prescrites.

1.3. Nouvelles dispositions relatives au contrôle et nouvelles dispositions pénales

- L 135-1 : Le maire peut commissionner des agents assermentés pour contrôler le débroussaillage. Les contrôles peuvent également être réalisés par les gardes champêtres et les **policiers municipaux**.
- L 135-2 : Le maire doit mettre en demeure les propriétaires qui ne respectent pas leurs OLD d'exécuter les travaux de débroussaillage dans un délai qu'il fixe. A l'issue de ce délai, **le maire saisit l'autorité administrative compétente de l'Etat si les travaux n'ont pas été réalisés. Cette dernière pourra prononcer une amende de 30 €/m² à débroussailler (au maximum).**
- L 161-4 : Les officiers et agents de police judiciaire, les agents des services de l'Etat chargés des forêts, commissionnés et assermentés à cet effet, les agents de l'ONF commissionnés et assermentés à cet effet les **policiers municipaux** et les gardes champêtres sont habilités à rechercher et à constater les infractions forestières, notamment en matière d'OLD. **Ce n'est désormais plus le cas des gardes-chasse et gardes-pêche commissionnés par décision ministérielle, ni des agents des directions départementales de protection civile et les officiers et gradés professionnels des SDIS commissionnés à cet effet par le préfet et assermentés ; ni des agents commissionnés des parcs nationaux.**
- L 163-5 : Le propriétaire qui n'a pas procédé aux travaux de débroussaillage prescrits par une mise en demeure peut être condamné par le tribunal correctionnel à :
- une amende de 30 € par mètre carré soumis à l'obligation de débroussaillage ;
- **l'affichage ou la diffusion de la décision prononcée ;**
- **une injonction de réaliser les travaux dans un délai qu'il fixe et pouvant être assortie d'une astreinte dont il fixe le montant (30 euros à 75 € / jour / ha).**

2. Tables de concordance des articles portant sur le débroussaillage

Dans le nouveau Code Forestier, les articles commençant par :

- 131 s'appliquent : à tout le territoire national ;
- 132 s'appliquent : aux bois et forêt classés à risque d'incendie ;
- 133 s'appliquent : aux territoires réputés particulièrement exposés aux risques d'incendie (dont fait partie notre région) ;
- 134 s'appliquent : aux à la fois aux territoires, et aux bois et forêts exposés aux risques d'incendie.

2.1. Partie législative

Ancienne référence	Nouvelle référence	Objet
L 321-5-3	L 131-10	Définition du débroussaillage
L 321-6	L 133-1	Liste des territoires particulièrement exposés aux risques d'incendie
L 322-1-1	L 131-11	Rôle du préfet hors des massifs à risque d'incendie
L 322-3	L 134-7	Contrôle des OLD par le maire
	L 131-15	Possibilité de confier les OLD à une association syndicale de propriétaires
	L 134-5	Débroussailllements imposés par les PPRif
	L 134-6	Débroussaillage concernant les constructions, voies d'accès privées, zones U, lotissements, ZAC, AFU et campings
	L 134-8	Propriétaires auxquels incombent les différents types d'OLD
L 322-3-1	L 131-12	Débroussaillage le long des voies ferrées
L 322-4	L 134-9	Exécution d'office des OLD
L 322-4-1	L 131-18	Débroussailllements imposés par les PPRif.
L 322-4-2	L 131-14	Délégation de maîtrise d'ouvrage des OLD

L 322-5	L 134-11	Débroussaillage le long des lignes électriques
L 322-7	L 134-10	Débroussaillage le long des voies ouvertes à la circulation publique
L 322-8	L 131-16	Débroussaillage « volontaire » des voies ferrées (hors massifs à risque d'incendie)
	L 134-12	Débroussaillage le long des voies ferrées
L 322-9-1	L 163-5	Sanctions encourues
L 322-9-2	L 163-5	Sanctions encourues
	L 135-2	Mise en demeure par le maire et amende si sans effet.
L 322-12	L 135-1	Contrôles
L 323-1	L 161-4	Agents autorisés à verbaliser
	L 161-7	Champs d'intervention des différents agents autorisés à verbaliser.
L 351-9	L 162-3	Amendes forfaitaires
-	L 131-13	Propriétaires auxquels incombent les travaux en cas de superposition d'OLD
-	L 134-1	Champ d'application géographique des OLD
-	L 134-13	Mesures alternatives au débroussaillage des routes, voies ferrées et lignes électriques
-	L 134-14	Propriétaires auxquels incombent les travaux en cas de superposition d'OLD d'infrastructures linéaires et d'autres OLD
-	L 134-15	Intégration des OLD dans le PLU
-	L 134-16	Information des locataires ou acquéreurs sur les OLD
-	L 134-17	Possibilité de réalisation d'office des travaux par le Préfet pour les routes, voies ferrées et lignes électriques.
-	L 134-18	Sanctions encourues en cas de non respect des OLD des lignes électriques.

2.2. Partie réglementaire

Ancienne référence	Nouvelle référence	Objet
R 321-7	R 131-16	Associations syndicales de propriétaires pour la DFCI
R 322-1	R 131-13	Débroussaillage d'office par le préfet hors des massifs à risque d'incendie
R 322-5-1	R 163-3	Contraventions
R 322-6	R 131-14	Modalités d'intervention sur fonds d'autrui
R 322-6-2	R 134-4	OLD dans les communes sans document d'urbanisme ; rôle du préfet
R 322-6-3	R 134-5	Débroussaillage d'office
R 322-6-4	R 131-17	Bandes de terrain débroussaillées non bâties imposées par les PPRif
R 322-7	R 131-15	Débroussaillage des infrastructures linéaires : modalités d'intervention sur fonds d'autrui
-	R 134-6	Intégration des OLD dans le PLU

Pour en savoir plus

Les nouvelles dispositions du Code Forestier sont ici présentées de manière synthétique. Pour plus de précision, se reporter à la rédaction complète des articles cités :

- sur le site internet Légifrance : www.legifrance.gouv.fr ;
- ou sur l'Espace débroussaillage : www.ofme.org/debroussaillage.

Communes forestières Provence-Alpes-Côte d'Azur – Septembre 2012.

ANNEXE 6.5 : ELEMENTS RELATIFS A L'ASSAINISSEMENT

(Source : Schéma directeur d'assainissement)

1. La définition de la politique générale

En application de la loi sur l'Eau et notamment de l'article 35 portant modification du Code Général des Collectivités Territoriales :

« Les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux système d'assainissement collectif notamment aux stations d'épuration des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent, et les dépenses de contrôle des systèmes d'assainissement non collectif.

Elles peuvent prendre en charge les dépenses d'entretien des systèmes d'assainissement non collectif.

Les communes ou leurs groupements procèdent à la mise en œuvre d'un schéma directeur d'assainissement et après enquête publique délimitent :

- *les zones d'assainissement collectif où elles sont tenues d'assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées,*
- *Les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont seulement tenues, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement et, si elles le décident, leur entretien. »*

2. Le réseau d'assainissement collectif sur la commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL

Un Schéma d'assainissement a été approuvé le 14 décembre 2002, avec les communes d'EXCIDEUIL et de SAINT-MARTIAL-D'ALBAREDE.

Des secteurs ont ainsi été définis en zone d'assainissement collectif pour la commune :

- le centre bourg,
- « Le Chateau ».

Suite à ce schéma d'assainissement, la collectivité a réalisé des travaux :

- de réalisation de la station d'épuration, située au nord du bourg aux *Giroux* à proximité de La Loue.
- de réseau collectif des secteurs du bourg et Le Chateau (à l'exception de 4 habitations implantées au sud de la RD 705).
- de raccordement de L'usine Repetto, quant à elle raccordée à la nouvelle station par le biais d'un poste de relevage.

Le reste du territoire est soumis à un assainissement non collectif conditionné par l'aptitude du sol à l'assainissement individuel.

Un service public de l'assainissement non collectif (SPANC) a en outre été mis en place par la Communauté de Communes du Pays de Lanouaille fin décembre 2001. A chaque installation d'un assainissement non collectif, le SPANC procède au contrôle de la conception de l'installation, à l'implantation et à la bonne exécution de l'ouvrage. Un contrôle de fonctionnement et d'entretien de l'ouvrage est ensuite effectué tous les 4 ans par le SPANC.

3. Réseau d'eaux pluviales

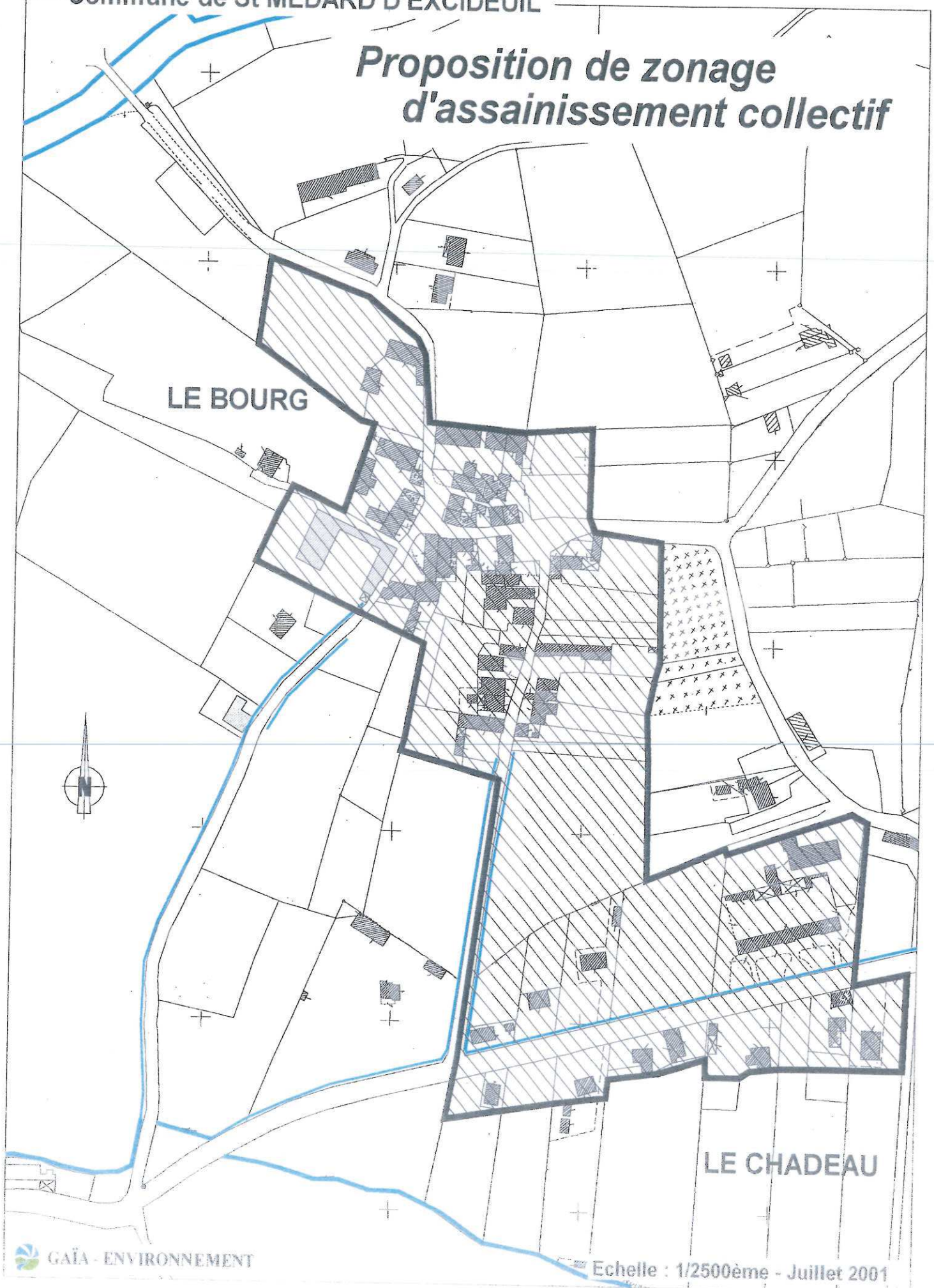
Le réseau d'eaux pluviales est constitué de fossés, mais il existe un réseau collectif pour partie sur le bourg sur le bourg.

→ cf. extrait du schéma directeur d'assainissement (disponible en totalité en mairie) et plan en suivant.

IV - LE ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

ASSAINISSEMENT COLLECTIF	ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF
<p>Un projet d'assainissement collectif a été retenu pour</p> <p>LE CENTRE DU VILLAGE ET LE CHADEAU</p>	<p>Le reste du territoire communal est à l'heure actuelle voué à l'assainissement autonome :</p> <p>LE MARTINET,</p> <p>LA TUILLIERE, VAUZELLE, GANDUMAS, FAYOLLE,</p> <p>LES FOURCHES-LA CROIX BAUMADE LA CROIX DE L'ARBRE, GRAND CLAUD, LA VIGERIE, LE LONG, REZONZAC, LA GACHERIE,</p> <p>ESSENDIERAS, BEAU</p>

Proposition de zonage d'assainissement collectif





6.5 - ANNEXES

RESPONDENT ID	ARTIST/PROJECT	APPROXIMATE DUE
PERFORMER: UNITAL	CELEBRATION 2009/2010	

ANNEXE 6.6 : ELEMENTS RELATIFS AU SYSTEME D'ELIMINATION DES DECHETS

La loi du 15 juillet 1975 fait obligation aux communes de collecter et délimiter les déchets ménagers.

Les orientations de la loi du 13 juillet 1992 sont à prendre en compte dans le cadre de l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme.

En application des dispositions du décret du 18 novembre 1996, ce plan doit être révisé pour tenir compte des objectifs nationaux concernant la valorisation des déchets d'emballage et de recyclage des matériaux ainsi que des instructions ministérielles du 28 avril 1998.

Le Plan Départemental d'Elimination des Déchets Ménagers et Assimilés de la Dordogne a été adopté le 22 juin 2007.

La structure administrative compétente¹

Ce service est géré par le SMCTOM de Dussac. Des sacs jaunes (pour une collecte en porte à porte) sont fournis gratuitement dans le but de trier les déchets recyclables (papier, carton, conserve, plastique...). Le verre doit être rapporté dans l'un des 4 containers localisés sur le territoire communal. Les collectes ont lieu une fois par semaine, le mardi.

La déchetterie se situe sur la commune de Dussac.

¹ Source : Commune

ANNEXE 6.7 : ELEMENTS RELATIFS A LA LUTTE CONTRE LES TERMITES

La totalité du territoire de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme (arrêté préfectoral du 04 juillet 2001).

Le rôle de la commune s'articule en particulier sur la gestion des déclarations obligatoires et sur la réduction des infections.

Toute transaction immobilière, portant sur le foncier bâti ou non devra être accompagné d'un état parasitaire établi depuis moins de trois mois à la date de la signature de l'acte authentique.

De ce fait, il est à noter selon le code de la construction Art.R.112-3 (Décret n° 2006-591 du 23 mai 2006) que dans les départements dans lesquels a été publié un arrêté préfectoral pris pour l'application de l'article L.133-5, les bâtiments neufs doivent être protégés contre l'action des termites.

Cet article s'applique aux projets de constructions dont la demande de permis de construire est déposée à compter du 1er novembre 2007. –Les mêmes règles d'entrée en vigueur s'appliquent à l'engagement des travaux pour les aménagements ou constructions ne faisant pas l'objet de permis de construire (Décret n°2006-591 du 23 mai 2006, art.2).

→ cf. Arrêté préfectoral du 4 juillet 2001.

PRÉFECTURE DE LA DORDOGNE

SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AUPRES DU PREFET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
CITE ADMINISTRATIVE
24016 - PERIGUEUX CEDEX
TEL. : 05 53 03 65 00

REFERENCES A RAPPELER :
Affaire suivie par : Danièle AUBRY CP.TB/term47
Tél. 05.53.03.67.06 - Télécopie : 05.53.03.65.74



Le Préfet du département de la Dordogne

à

Mesdames et Messieurs les Maires
du département de la Dordogne

Objet : Protection des acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites.

Référ : loi 99.471 du 8 juin 1999,
décret 2000.613 du 3 juillet 2000,
arrêté du 10 août 2000,
circulaire 2001.21 du 23 mars 2001,
arrêté préfectoral n° 01.0803 du 12 juin 2001.

P. J. : 2.

Par arrêté cité en référence, M. le Préfet de la Dordogne, conformément aux dispositions de l'article 3 de la loi, vient de déclarer la totalité du département « zone contaminée » par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

Vous veillerez à l'application de cet arrêté tout en mettant en œuvre les moyens de lutte contre les termites.

Votre rôle dans cette mission s'articule autour de deux actions :

- Gestion des déclarations obligatoires :

Les communes ont en charge de recevoir les déclarations faites par les propriétaires ou les occupants d'immeubles et relatives au signalement de la présence de termites, à l'incinération et au traitement des produits de démolition (art. 3 de l'arrêté).

La déclaration peut se faire sur papier libre. Pour garantir l'efficacité de ces déclarations, il est recommandé d'y faire figurer les informations suivantes :

Déclaration de la présence de termites	Déclaration des opérations d'incinération ou de traitement des bois et matériaux contaminés par les termites
<ul style="list-style-type: none"> - Eléments d'identification de la déclaration (désignation de la commune, n° d'enregistrement) - Identité et qualité du déclarant (nom, prénom, adresse, préciser s'il est propriétaire, occupant ou représentant des co-propriétaires). - Identification de l'immeuble (lieu-dit, rue, références cadastrales, superficie) - Mention du déclarant précisant les indices révélateurs (descriptif des indices, diagnostic ayant conduit à l'identification de termites, constat d'état parasitaire le cas échéant) 	<ul style="list-style-type: none"> - Eléments d'identification de la déclaration (désignation de la commune, n° d'enregistrement) - Identité et qualité du déclarant (nom, prénom, adresse, préciser s'il est propriétaire, occupant ou représentant des co-propriétaires, profession). - Identification de l'immeuble d'où proviennent les bois et matériaux de démolition infestés (lieu-dit, rue, références cadastrales, superficie nature des bois et matériaux contaminés) - Lieu de mise en décharge des bois et matériaux de démolition (département, commune, n° de parcelles) - Mention du déclarant précisant les opérations effectuées (incinération sur place, traitement et motifs de l'impossibilité d'incinération sur place) - Lieu, date et signature du déclarant

Les informations recueillies seront utilisées pour connaître l'évolution des infestations par les termites. Vous voudrez bien m'adresser copie de chaque déclaration reçue.

Une synthèse de ces informations sera transmise au Centre Technique du Bois et de l'Ameublement (C.T.B.A.) aux fins de tenir à jour une carte des territoires contaminés.

- La réduction des infestations :

Cette action est un élément essentiel des dispositifs de la lutte contre les termites.

• Délimitation de périmètres de lutte :

Ces périmètres, à l'intérieur desquels s'exercera votre pouvoir d'injonction tel que prévu à l'article L.133.1 du code de l'urbanisme, sont déterminés par délibération du Conseil Municipal.

La délimitation de ces zones sur un plan parcellaire permet d'une part une exploitation aisée par les services municipaux, et d'autre part une interprétation claire pour vos administrés.

• Pouvoirs d'injonction :

Le pouvoir d'injonction qui vous appartient peut porter sur trois points :

- soit sur la recherche de termites,
- soit sur la réalisation de travaux préventifs ou d'éradication,
- soit sur les deux points sus-énoncés.

Cette injonction adressée aux propriétaires s'effectue par un arrêté du maire et est assortie d'un délai d'exécution de six mois.

A l'expiration de ce délai, si le propriétaire n'a pas obtempéré, vous pouvez établir une **mise en demeure de le faire** (art. L.133.2 du code de la construction et de l'habitation). Le délai dont elle est assortie est à votre appréciation.

En cas de carence d'un propriétaire, et après mise en demeure restée infructueuse à l'expiration des délais fixés, vous pouvez, sur autorisation du tribunal de grande instance, **faire procéder d'office et aux frais du propriétaire** à la recherche de termites et aux travaux de traitement.

Le montant des frais **est engagé par la commune** et est **recouvré** comme en matière de **contributions directes**.

Le **non respect** de ces obligations par les propriétaires suscite le constat d'infractions et de sanctions.

Le constat des infractions donne lieu à l'établissement d'un procès-verbal dressé par des officiers de police judiciaire (dont le maire) et agents de police judiciaire.

Les propriétaires, personnes physiques ou morales qui n'ont pas satisfait aux obligations prévues par la loi sont passibles des sanctions ci-dessous :

Nature du délit	Montant de l'amende	Classe contravention
- absence de déclaration de présence de termites	3 000 F	3ème
- absence de réalisation des opérations d'incinération ou de traitement	10 000 F (peut être porté à 20 000 F en cas de récidive)	5ème
- absence de déclaration des opérations d'incinération ou de traitement	5 000 F	4 ème
- absence de justification de l'exécution des mesures enjointes par le maire	10 000 F (peut être porté à 20 000 F en cas de récidive)	5ème

En fiches annexes, je porte à votre connaissance quelques informations se rapportant aux :

- aides financières et fiscales accordées par l'Etat,
- traitements des bois et matériaux qu'ils soient à titre préventif ou curatif.

Les services de la direction départementale de l'équipement (siège ou subdivision) sont à votre disposition pour tous renseignements que vous jugerez nécessaires à la bonne exécution de votre mission.

Vous voudrez bien me tenir informé des difficultés que vous pourriez rencontrer lors de la mise en œuvre de ces dispositions.

Périgueux, le **4 JUIL. 2001**

Le Préfet du département de la Dordogne



Thierry Le Roy

ANNEXE I

AIDES FINANCIERES ET FISCALES ACCORDÉES PAR L'ETAT

- **La Prime à l'Amélioration de l'Habitat**

La Prime à l'Amélioration de l'Habitat (PAH) permet de financer les travaux destinés à l'amélioration de la sécurité, de la salubrité, et de l'équipement du logement ou de l'immeuble. Elle est accordée sous conditions de ressources. Cette liste comprend les travaux de remplacement et de renforcement des charpentes y compris le traitement du bois ainsi que le traitement curatif des bois en place.

- **Les subventions de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (A.N.A.H)**

Elles sont accordées pour les travaux d'amélioration, et non pour des travaux d'entretien. Conformément à l'instruction n°97.03 du 25 novembre 1997 ce type de subvention peut être accordé aux propriétaires bailleurs qui effectuent des travaux d'amélioration en matière de sécurité, de salubrité ou d'équipement des logements. A ce titre, le traitement préventif ou curatif de l'immeuble contre les termites peut bénéficier de subventions de l'A.N.A.H, sous réserve qu'il soit complet et réalisé par une entreprise certifiée, ou présentant des garanties de qualité avérées.

- **La Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale**

La liste des travaux éligible aux subventions de la Prime à l'Amélioration des Logements à Usage Locatif et à Occupation Sociale (PALULOS) ne prévoit pas expressément le financement de ce type de travaux. Cependant les traitements curatifs d'intervention contre les termites s'insèrent dans les travaux de mise aux normes minimales d'habitabilité (NMH) au titre des normes générales relatives à la sécurité et à la salubrité de l'immeuble.

- **Mesures fiscales en faveur des travaux de lutte contre les termites**

- **Application du taux réduit de TVA**

A compter du 15 septembre 1999 les travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien des locaux à usage d'habitation achevés depuis plus de deux ans, bénéficient du taux réduit de la TVA, soit 5,5 %. Le taux réduit de TVA s'applique notamment au traitement préventif ou curatif de l'immeuble contre les termites (cf instructions fiscales n°3 C-99 du 15 septembre 1999 et n°3 C-7-00 du 5 septembre 2000).

- **Déduction des revenus fonciers**

Les travaux de lutte contre les termites exposés par un bailleur n'ayant pas opté pour le régime du micro foncier sont déductibles des revenus fonciers.

ANNEXE II

TRAVAUX DE TRAITEMENT DES CONSTRUCTIONS CONTRE LES TERMITES

- **Les traitements préventifs**

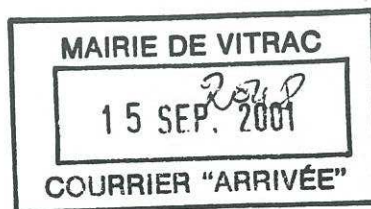
L'emploi de matériaux à base de bois implique généralement un choix adapté aux classes de risques biologiques et de résistance naturelle à l'égard des termites. Contre les termites souterrains, des solutions techniques permettent de limiter l'intrusion des insectes dans le futur bâtiment en créant des barrières d'étanchéité autour de l'assise de la future construction ou bien en réalisant des vides sanitaires. Le principe du traitement consiste à limiter les contacts entre l'insecte et les éléments de construction avec la mise en œuvre de solutions insecticides ou pose de films imprégnés d'insecticide.

- **Les traitements curatifs**

Ceux-ci intéressent principalement les constructions existantes et sont effectués au niveau des sols, murs, planchers, charpentes, et autres éléments composant la construction, par injection ou infiltration de produits insecticides. Ils peuvent parfois requérir une intervention lourde affectant l'ensemble du bâti. De nouvelles techniques ont vu le jour avec l'utilisation d'appâts chimiques pouvant interrompre le développement des insectes et de la colonie.

Il existe des entreprises spécialisées dans le domaine du traitement contre les termites.

Le CTBA (Centre technique du bois et de l'ameublement - Pôle Construction - Allée de Boutaut - BP227 BORDEAUX) et QUALIBAT (55, avenue de Kléber - 75784 PARIS cedex 16) ont respectivement mis en place des programmes de certifications de services et de qualifications professionnelles. Toutes informations utiles peuvent être obtenues auprès de ces organismes.



SERVICES DECONCENTRES DE L'ETAT
AUPRES DU PREFET

DIRECTION DEPARTEMENTALE DE L'EQUIPEMENT
CITE ADMINISTRATIVE
24016 - PERIGUEUX CEDEX
TEL : 05 53 03 65 00

REFERENCES A RAPPELER :
Affaire suivie par : Danièle Aubry- CP.TB/TERM37
Tél. 05.53.03.67.06 - Télécopie : 05.53.03.65.74.

TERMITES

MESURES DE PREVENTION CONTRE LES TERMITES

Arrêté n° 010803

Le Préfet du département de la Dordogne
Chevalier de la Légion d'Honneur

VU la loi du 2 mars 1982 modifiée et complétée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,

VU le Code Général des collectivités locales,

VU le Code de la Construction et de l'habitation,

VU le Code pénal,

VU la loi n° 99-471 du 8 juin 1999 tendant à protéger les acquéreurs et propriétaires d'immeubles contre les termites et autres insectes xylophages,

VU le décret n° 2000 - 613 du 3 juillet 2000 portant application des dispositions de la loi sus-visée,

VU l'arrêté du 10 août 2000 fixant le modèle type "d'état parasite",

VU la circulaire n° 2001.21 du 23 mars 2001,

Considérant les ravages provoqués par les termites dans de nombreuses communes du département,

Considérant que la solidité des immeubles atteints s'en trouve compromise et qu'ils peuvent présenter des dangers pour les personnes et la sécurité publique,

Considérant qu'il convient de prescrire des mesures tendant à limiter ce fléau,

Sur proposition de M. le Directeur Départemental de l'Équipement,

ARRETE

ARTICLE 1er - La totalité du territoire du département de la Dordogne est considérée comme une zone contaminée par les termites ou susceptible de l'être à court terme.

ARTICLE 2 - Toute transaction immobilière portant sur le foncier bâti ou non bâti devra être accompagnée d'un état parasitaire établi depuis moins de 3 mois à la date de signature de l'acte authentique. A cette condition, la clause d'exonération de garantie pour vice caché prévue à l'article 1643 du Code Civil, si le vice caché est constitué par la présence de termites, peut être stipulée. En l'absence de cette clause, le vendeur n'est tenu à aucune obligation de réalisation d'un état parasitaire.

Sont exclus de ce champ d'application, tout acte de mutation à titre gratuit (partage, donation, donation partage ou licitation ainsi que tout bail sauf le bail à construction).

ARTICLE 3 - L'occupant d'un immeuble bâti ou non bâti contaminé par les termites, à défaut le propriétaire, a l'obligation d'en effectuer la déclaration en mairie, par pli recommandé avec accusé de réception ou déposer celle-ci contre décharge en mairie. Ces déclarations seront recensées.

ARTICLE 4 - Les bois et matériaux infestés à évacuer, lors de travaux de démolition totale ou partielle effectuées sur un bâtiment (réhabilitation, réparation), doivent être incinérés sur place ou traités avant tout transport si l'incinération sur place s'avère impossible.

ARTICLE 5 - La réduction des infestations par les communes sera subordonnée à la délimitation de périmètres de lutte définis par délibération du conseil municipal.

- Dans ces secteurs s'appliqueront les pouvoirs d'injonction du maire de recherche et de lutte contre les termites.
- L'obligation de recherche de termites, de travaux de traitement et d'éradication sera notifiée au propriétaire de l'immeuble par arrêté du maire.
- Le respect de ces obligations sera justifié en mairie par la production d'une attestation établie par une personne ou un organisme agréé.

Le suivi de ces opérations sera assuré en mairie.

ARTICLE 6 - Les fonctions d'expertise ou de diagnostic sont exclues de toute autre activité de traitement préventif, curatif ou d'entretien de lutte contre les termites.

ARTICLE 7 - Le constat des infractions aux obligations de déclaration de la présence de termites, d'incinération ou de traitement des bois et matériaux contaminés et de déclaration de ces opérations donnera lieu à l'application de sanctions pénales. Contraventions de 3ème, 4ème et 5ème catégorie selon la nature du délit.

ARTICLE 8 - Le présent arrêté prendra effet après un délai de trois mois à compter de la date de sa signature. Sa publicité sera assurée par affichage et parution dans deux journaux locaux. L'arrêté n° 96 0892 du 20 juin 1996 est abrogé.

ARTICLE 9 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Dordogne.

ARTICLE 10 - Une copie de l'arrêté sera adressée à la chambre départementale des notaires, aux barreaux constitués près les tribunaux de grande instance, au conseil supérieur du notariat, aux chambres consulaires, ainsi qu'à la fédération des professionnels du bâtiment.

ARTICLE 11 - M. le secrétaire général de la préfecture de la Dordogne, Mme et MM. Les sous-préfets, Mmes et MM. les maires,, Mme. la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales, M. le directeur départemental de l'équipement, M. le colonel commandant le groupement de gendarmerie de la Dordogne, M. le directeur départemental des polices urbaines de la Dordogne, sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, affiché à la préfecture, dans les sous-préfectures et mairies des communes du département.

A Périgueux, le 12 juin 2001

Le Préfet
Pour le Préfet et par délégation,
Le Secrétaire Général
Signé : Robert Saut

Modificatif du 11/09/2001

Etat pratique non nécessaire
aux terrain au

ANNEXE 6.8 : ELEMENTS RELATIFS AUX MOUVEMENTS DIFFERENTIELS DE TERRAIN LIES AU PHENOMENE DE RETRAIT GONFLEMENT DES SOLS ARGILEUX

La commune de SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL est soumise au risque mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait gonflement des sols argileux.

→ *cf. documents suivants.*



Plan de prévention des risques naturels prévisibles - P.P.R. -

**Mouvements différentiels de terrain
liés au phénomène de retrait gonflement
des sols argileux**

DEPARTEMENT DE LA DORDOGNE
Commune : SAINT-MEDARD-D'EXCIDEUIL

Carte de zonage réglementaire



Zone fortement exposée (B1)



Zone moyennement exposée (B2)



Limite de commune

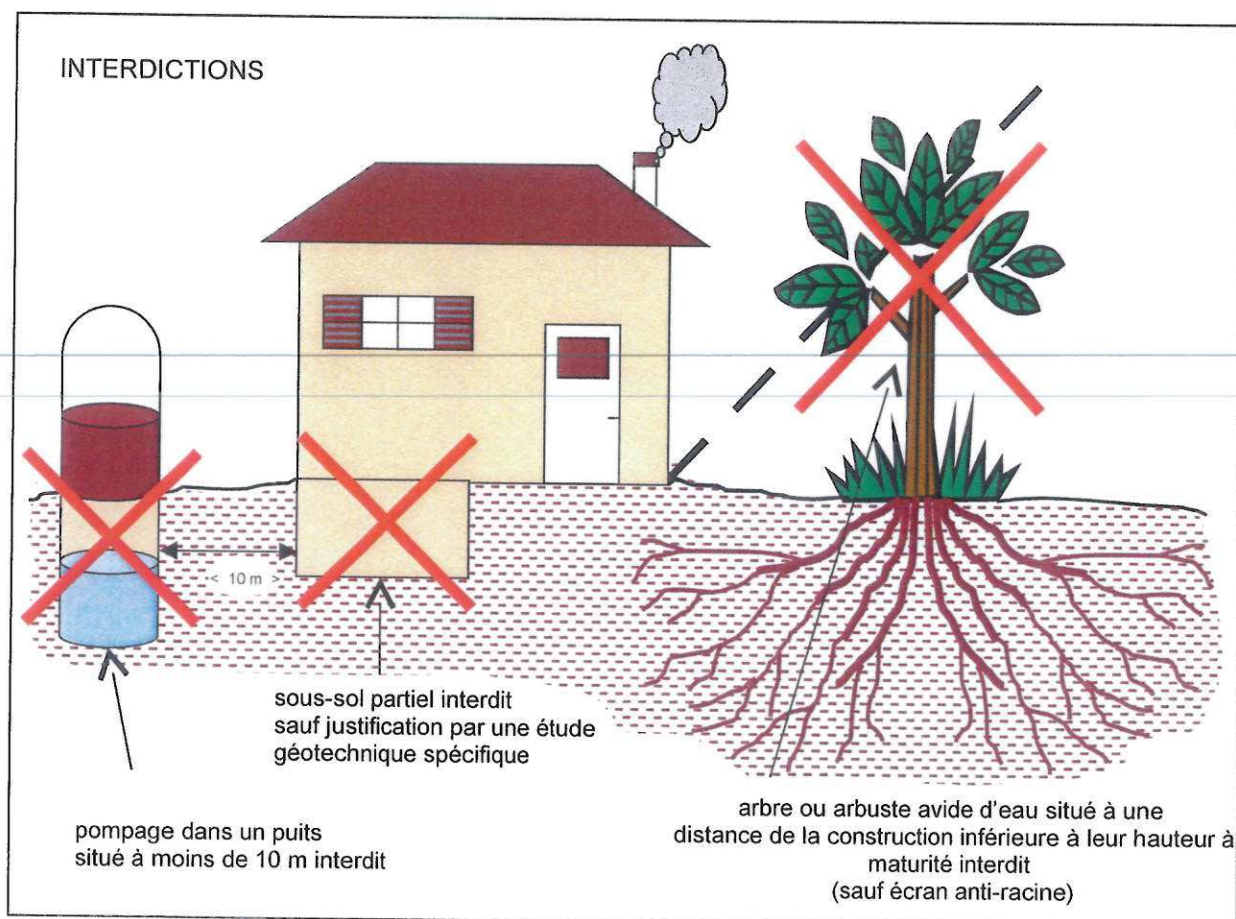
Echelle 1/10 000



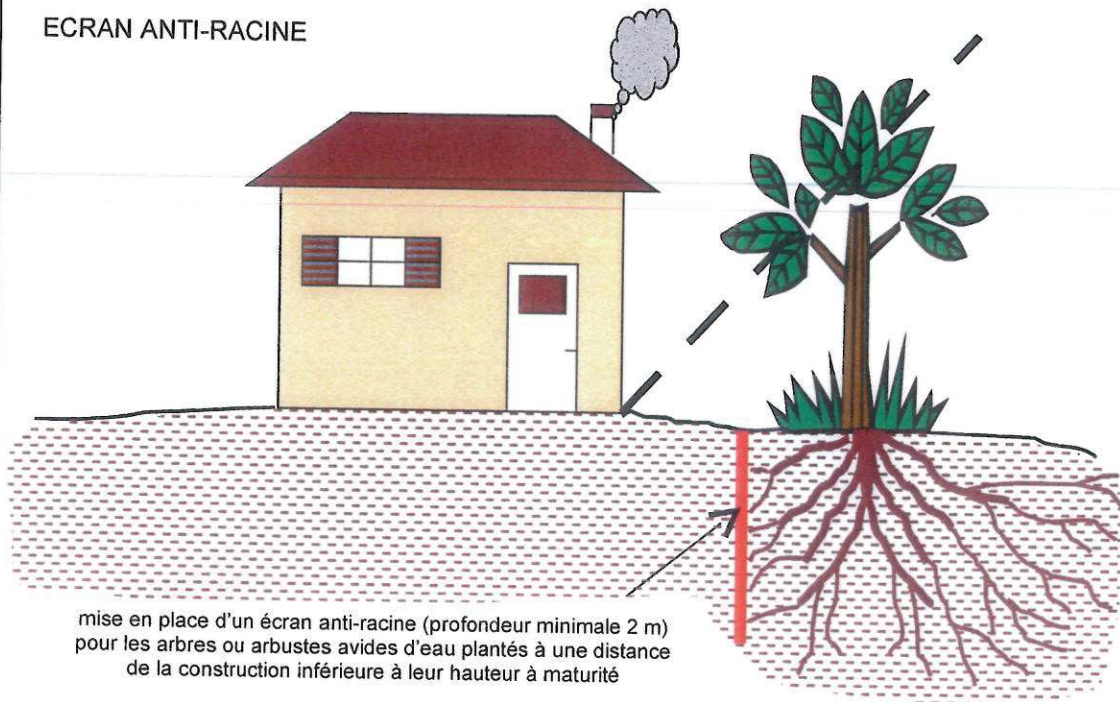
ANNEXE 4

Illustration des principales dispositions réglementaires de prévention des risques de mouvements de terrain différentiels liés au phénomène de retrait-gonflement

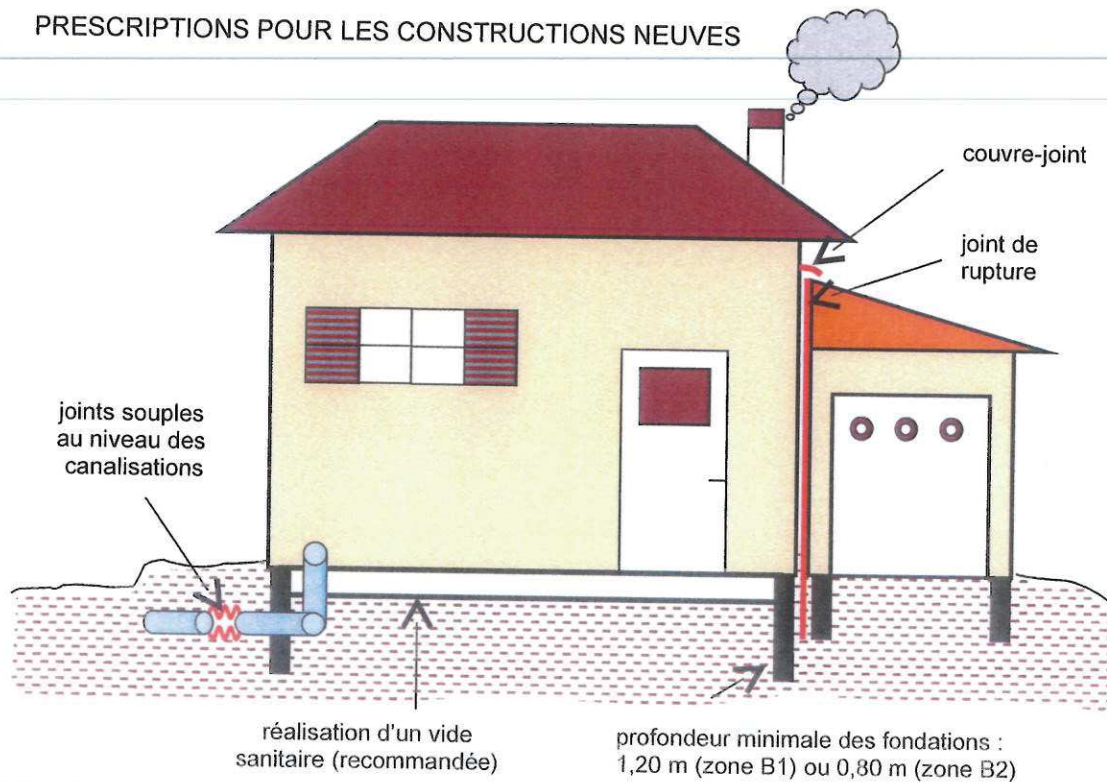
Les illustrations qui suivent présentent une partie des prescriptions et recommandations destinées à s'appliquer dans la zone réglementée par le PPR. Suivant le type de construction (existante ou projetée) et la zone réglementée (B1 ou B2) certaines de ces mesures sont obligatoires, d'autres non, et l'on se reportera donc au règlement pour obtenir toutes les précisions nécessaires.



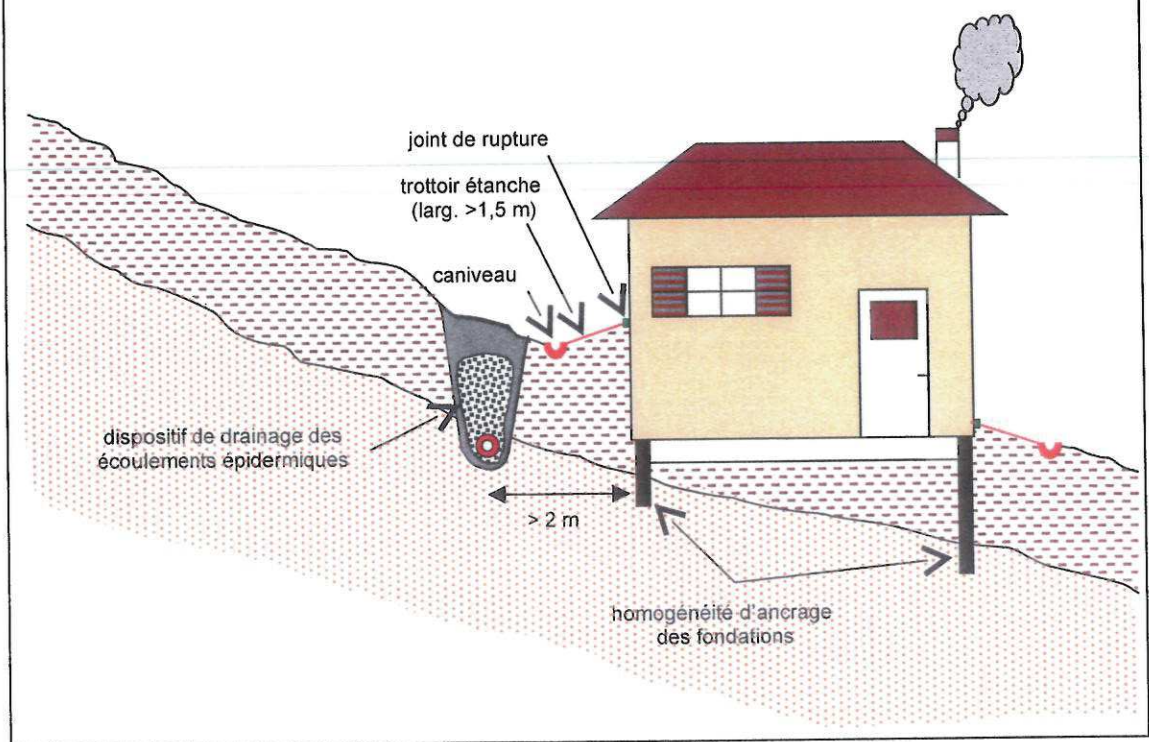
ECRAN ANTI-RACINE



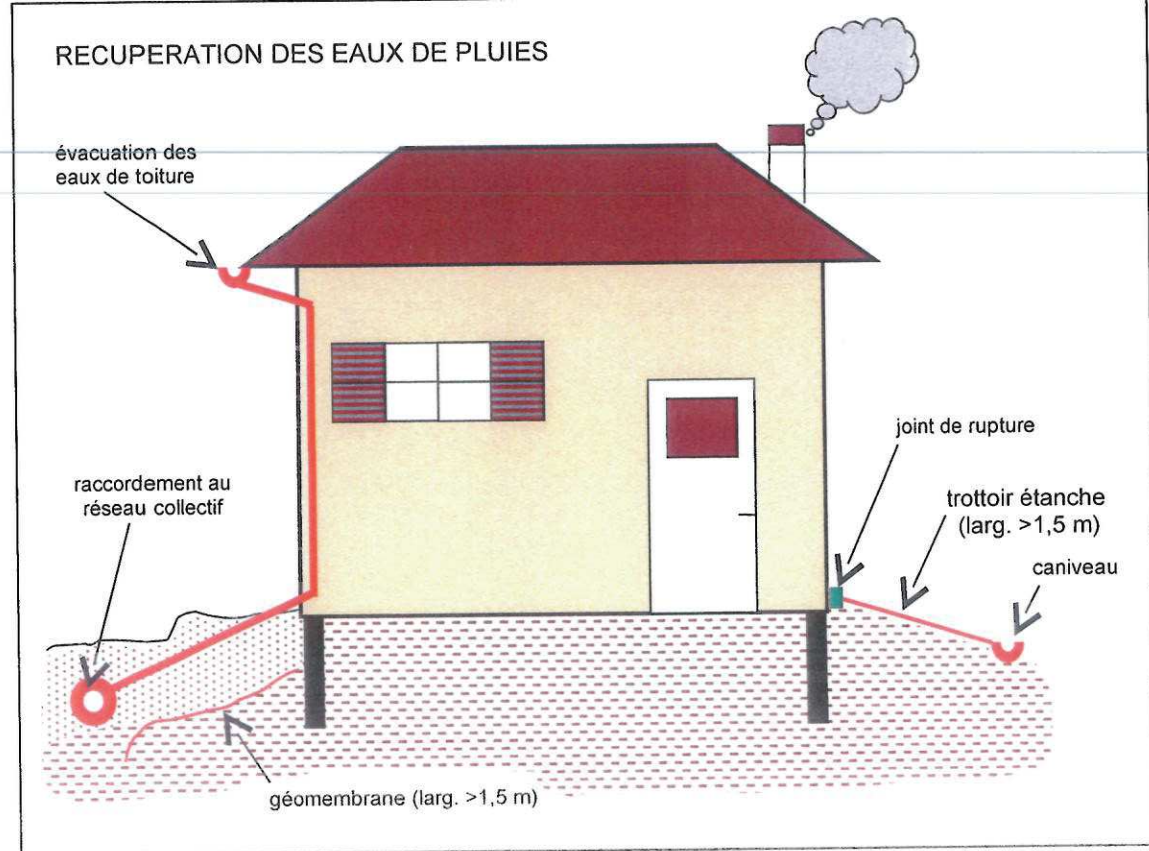
PRESCRIPTIONS POUR LES CONSTRUCTIONS NEUVES



PRESCRIPTIONS POUR LES TERRAINS EN PENTE



RECUPERATION DES EAUX DE PLUIES



ANNEXE 1

Description succincte des formations argileuses et marneuses affleurant dans le département de la Dordogne

Le présent chapitre donne une description succincte des 29 formations géologiques argileuses qui affleurent dans le département de la Dordogne, des plus récentes aux plus anciennes. Dans un souci de simplification, certaines de ces formations correspondent en réalité à des regroupements d'unités stratigraphiquement distinctes mais dont les caractéristiques lithologiques et par conséquent le comportement vis-à-vis du phénomène de retrait-gonflement sont similaires.

Formations alluviales et colluvions

Les différentes terrasses fluviatiles, qui bordent tous les grands cours d'eau du département, constituent l'essentiel des dépôts affleurant de part et d'autre des cours de la Dronne, de l'Isle et de la Dordogne. L'épaisseur de ces terrains est comprise entre 1 et 5 m, qu'ils soient dans le lit majeur ou étagés en bordure. Elles se répartissent en Très basses, Basses, Moyennes et Hautes terrasses, ces dernières étant plus particulièrement argileuses par un enrichissement en argile et par une importante et profonde rubéfaction.

Formations colluviales

Il s'agit à l'origine de nappes alluviales très anciennes, localisées sur les points culminants de la région. Leur disposition semble sans relation avec les cours d'eau actuels. Elles sont plutôt d'âge Quaternaire, mais peuvent comprendre des dépôts finitertiaires. Les colluvions issues de ces formations comportent de nombreux galets dans une matrice sablo-argileuse de couleur brune.

Altérites

C'est un groupe de terrains superficiels variés qui s'étendent sur de nombreux types de roches.

Altérites sur socle cristallin

Les Altérites sur socle quaternaires et leurs colluvions dérivées, dont l'épaisseur est faible, existent surtout dans le secteur de Thiviers – La Coquille – Champs-Romain, sont à dominante sableuse. Dans le secteur de Abjat et Saint-Barthélémy-de-Bussièrès existent des placages d'altérites argilo-sableuses, correspondant aux arènes des granites de Piégut et de Saint-Mathieu.

Altérites sur terrains calcaires crétacés

Sur les zones d'affleurements du Crétacé (Campanien et Santonien) de la partie nord-ouest du département, existent au sommet des interfluvés, mais aussi le plus souvent colluvionnées sur les versants, des Argiles verdâtres à grises à débris de calcaires silicifiés, très riches en smectites (plus de 90 %). Elles peuvent atteindre plus de 5 mètres d'épaisseur. Il existe aussi localement des sables argileux fins issus de l'altération de calcaires crayo-sableux et de marnes silteuses. Ces altérites sont particulièrement bien développées dans l'Ouest du Périgord Blanc sur le plateau entre Vendoire et Puy-de-Versac ainsi qu'entre Verteillac, Ribérac et Saint-Astier.

Les Altérites de type Barade, issues des terrains du Campanien, du Santonien ou du Coniacien, sont très répandues dans tout le centre du département, principalement

entre Thenon et Vergt, Saint-Astier et Agonac, et forment le substratum de tous les sommets des coteaux autour de Périgueux. Elles ont tendance à colluvionner fréquemment le long des versants exposés à l'Est. La puissance de ces altérites est très variable, comprise entre quelques mètres sur le haut des plateaux et plus de 20 m dans certains types de reliefs karstiques et en colluvions en bas de versant. La variabilité lithologique est assez grande dans le détail, mais ces terrains non stratifiés sont toujours constitués d'argiles parfois plus ou moins sableuses, de couleur verdâtre en profondeur et brun-rouge en surface. De gros nodules de silex très abondants sont une des caractéristiques majeures de ces altérites, qui concourent à leur grande hétérogénéité. Elles peuvent être recouvertes par les terrains fluviatiles sablo-argileux du Tertiaire, dans lesquels on les retrouve aussi mélangées dans les dolines karstiques.

Les Altérites du Bergeracois, dans la partie centre-occidentale du département, sont des altérites argileuses brun-rouge issues des calcaires du Campanien supérieur, caractérisées par la présence de nombreux silex, notamment dans le secteur de Bergerac - Montclard. Les Altérites du Périgord Noir, situées au Sud-Est du département, se distinguent des précédentes par leur nature plus silteuse et une moindre abondance de débris silicifiés.

Altérites sur terrains jurassiques, crétacés ou tertiaires

Les Altérites du Périgord Vert, existant au Nord du département ont des épaisseurs sont souvent peu importantes ; elles sont de lithologies variables plus ou moins argilo-limoneuse. L'altération des sables argileux de l'Eocène a alimenté des accumulations argilo-sableuses brun-rouge, plus ou moins indurées, dans le secteur du Périgord Noir compris entre Saint-Alvère et Archignac, à épaisseur souvent faible (quelques mètres).

Formations molassiques éocènes à oligocènes

Cartographiées principalement au Sud de la vallée de la Dordogne, autour de Sigoulès et de Monbazillac, ainsi qu'à l'Ouest de Belvès, les Molasses de l'Agenais d'âge oligocène sont généralement argileuses, carbonatées, silteuses, micacées, de couleur jaunâtre à taches bleuâtres et verdâtres. Leur épaisseur est de l'ordre de 30 à 70 m à l'affleurement. La partie supérieure des molasses de l'Agenais n'est que peu visible à l'affleurement car elle génère très rapidement un limon colluvial marron, sablonneux, qui la recouvre. Partout où il est individualisé, le niveau des Marnes inférieures à Huîtres de l'Agenais, surmontant la Formation du Calcaire de Castillon et supportant le Calcaire à Astéries, est constitué par des marnes vertes, plus ou moins silteuses. Elles affleurent surtout dans le secteur de Lamothe-Montravel – Port-Sainte-Foy, au sommet des coteaux au Nord de la vallée de la Garonne, et se biseautent pour disparaître complètement à l'Est. Dans le plateau à l'Ouest de Belvès et au Sud du Buisson de Cadouin, affleurent les Argiles vertes de la Bessède, très plastiques, riches en smectites, d'âge oligocène. L'épaisseur de l'ensemble de la formation argilo-sableuse de la Bessède est de l'ordre de 30 m.

Les Molasses du Fronsadais qui se sont déposées depuis la fin de l'Eocène jusqu'à l'Oligocène basal, existent dans une vaste région depuis la vallée du Dropt jusqu'au Nord-Ouest de la Double. Elles sont plus particulièrement étendues à l'affleurement dans ce dernier secteur, leur puissance variant entre 30 et 50 m. Ce sont les deux premiers membres de la formation qui sont les plus riches en argiles gonflantes dominantes.

La Formation des Argiles à Paleotherium d'âge éocène supérieur, surtout constituée par 30 à 35 m d'argiles versicolores carbonatées, affleure largement en Périgord Noir au Sud de Beaumont. Elle se prolonge vers l'Ouest dans la vallée du Dropt jusqu'à Eymet et dans la vallée de la Dordogne autour de Bergerac, depuis Lanquais jusque vers Castillon-la-Bataille (en rive droite) et jusqu'à Montpon-Ménéstérol et Eygurande au Nord de la vallée de l'Isle. Elle remonte légèrement dans les petites vallées affluentes de rive droite. Sa puissance est de l'ordre de 25 à 50 m à l'affleurement et jusqu'à 175 m en profondeur dans l'Ouest de la Double.

Formations fluviales éocènes à oligocènes

Ces terrains sont constitués par plusieurs formations de très vastes étendues qui recouvrent principalement la Double et le Landais.

Au sommet la Formation de Boisbreteau (Eocène supérieur à Oligocène) a une puissance de 30 à 40 m, faite de séquences comprenant à la base des dépôts grossiers à galets, passant vers leur sommet à des argiles smectiques compactes avec des lentilles sableuses, dont la puissance varie de 2 à 4 mètres en moyenne. En dessous existe la Formation Beaurepos-Limeyrat (Eocène moyen), constituée par plusieurs séquences fluviales d'une quinzaine de mètres de puissance unitaire, constituées de graviers et galets, de sables argileux et d'argiles verdâtres plus ou moins indurées. A l'Est du département, ces terrains se présentent le plus souvent sous la forme de lambeaux détritiques très disséqués par l'érosion, mêlés aux formations d'altération du toit Crétacé. Leur épaisseur varie de quelques mètres à plus de vingt mètres dans le secteur de Belvès-Monpazier. Plus bas encore existent les Formations de Guizengeard et de Mortemart d'épaisseur peu importante (7 à 10 m au maximum). Elles sont constituées par des sables fins argileux kaoliniques, localement riches en matière organique. Ce sont les lentilles d'argile kaoliniques et les niveaux d'argile organique noirâtre qui caractérisent la Formation de Mortemart, quand on la retrouve au fond des dolines et effondrements karstiques éventrés.

Formations sédimentaires crétacées à fini-paléozoïques.

Formations marneuses crétacées

Ces formations donnent souvent naissance par décarbonatation aux altérites très argileuses qui ont été décrites plus haut. Elles ont donc été prises en compte dans la sélection car des nombreuses petites zones d'argiles gonflantes non cartographiables ne sont pas représentées sur les cartes géologiques à 1/50 000, car trop peu épaisses mais ayant cependant une incidence sur les fondations.

C'est la Formation de Biron (Campanien) qui présente les faciès les plus marneux et les plus épais du Crétacé. Elle est située de manière générale au Sud de la bande d'affleurement calcaire passant à Neuvic/Isle et Ribérac. Sa puissance est de 60 m environ entre Ribérac et la vallée de l'Isle. La partie la plus marneuse se trouve dans la moitié supérieure. Elle est constituée dans sa base d'alternances de calcaires argilo-crayeux et d'une épaisse série à dominante marneuse dans sa moitié supérieure. La teneur en argiles gonflantes y est assez importante (40 à 50 % pour une teneur moyenne de 30 %). La Formation de Coursac prolonge la précédente au Sud-Est de la vallée de l'Isle. Elle se retrouve à l'affleurement dans la vallée de la Louyre au Nord-Est de Bergerac. Elle présente des faciès semblables et une puissance comparable, mais sa superficie affleurante est trois fois moins grande.

A l'Est de l'Isle, la base du Campanien correspond à la Formation d'Atur. Sa puissance est comprise entre 30 m dans le secteur de Rouffignac et 50 m environ dans le secteur d'Atur et de Vergt. Elle est constituée par un ensemble de craie peu argileuse assez massive (20 % d'argile environ). A l'Ouest elle passe à la Formation de Gimeux, faite de calcaires crayo-marneux tendres, qui a tendance à s'épaissir de 50 à 105 m dans les secteurs à la limite ouest du département. La suite du Campanien inférieur correspond, à l'Est, à la Formation de Marsaguet, et à l'Ouest à la Formation de Segonzac constituées sur 50 à 60 m environ de calcaires crayo-marneux (teneur en argile de 15 % environ). Ils renferment de nombreuses silicifications de toute taille.

Les marnes et argiles de la Formation de Quinsac cénomaniennes n'affleurent de façon significative que dans le Nord-Ouest du Périgord Blanc près de la Tour-Blanche et de Mareuil et sur la bordure d'érosion dans les secteurs des vallées près de Connezac, Villars et Quinsac. Ce sont des assises d'argiles gris noirâtre à vertes, silteuses, assez plastiques, épaisses de 3 à 6 m en général mais atteignant exceptionnellement 40 m dans le secteur de la Chapelle-Péchaud entre Domme et Saint-Cyprien où elles affleurent au sommet des interfluvies

Formations marneuses jurassiques

Les marnes de la Formation de Tourtoirac (Toarcien) affleurent le long d'une étroite bande d'affleurement plus ou moins discontinue, car faillée ou masquée quelquefois sous les dépôts fluviatiles du Tertiaire (500 à 1 000 m de largeur en général). Les marnes toarciennes voient leur épaisseur se réduire progressivement de 40 m près de Larche et Terrasson, à 25 m au Nord-Est de Périgueux et jusqu'à 10 m environ au Sud de Nontron et de Montbron. Elles présentent partout une constitution identique de marnes argileuses grises et d'argiles feuilletées. Le sommet de la série est constitué par des marnes dolomitiques. Les Formations du Lias inférieur, surtout constituées par des grès grossiers à dolomitiques, comprennent aussi de petites assises d'argiles et de marnes. Les marnes du Domérien inférieur (Formation de Valeyres) ne sont connues qu'à l'Est de Terrasson, mais ne présentent une puissance significative qu'à l'Est de Larche (10 à 15 m). Elles s'étalent plus ou moins topographiquement sur rarement plus de 500 m de largeur. Quelques lambeaux ont été cartographiés autour de Thiviers.

Formation argileuse permienne

La Formation des Grès de Louignac d'âge Permien supérieur, localisée dans l'Est du département autour de Louignac, Coubjours, Teillots et Badefols-d'Ans, est constituée de grès rouges à grain fin micacés, localement interstratifiés d'argilites rouges, le tout disposé en bancs réguliers.

Terrains cristallins

D'âge cambrien, des Micaschistes et Gneiss micaschisteux peuvent être altérés, en faisant place à une arène pulvérulente et micacée, dont la composition n'est pas homogène. Les schistes et métagrauwackes de la Formation des Grès de Thiviers (Cambrien) sont un ensemble de roches grises, satinées, se débitant en plaques centimétriques au sein duquel s'intercalent quelques bancs de métarénites.

Les Séricitoschistes de Génis sont des roches très schisteuses vertes d'âge Ordovicien – Silurien qui n'affleurent qu'au Nord de Génis, dans un secteur traversé par l'Auvézère. Tout comme les schistes cambriens, leurs altérations peuvent donner naissance à des altérites argilo-silteuses.

ANNEXE 2

Description des phénomènes de retrait-gonflement des sols argileux et de leurs conséquences

Le phénomène de retrait-gonflement concerne exclusivement les sols à dominante argileuse.

Ce sont des sols fins comprenant une proportion importante de minéraux argileux et le plus souvent dénommés « argiles », « glaises », « marnes » ou « limons ». Ils sont caractérisés notamment par une consistance variable en fonction de la quantité d'eau qu'ils renferment : collant aux mains, parfois « plastiques », lorsqu'ils sont humides, durs et parfois pulvérulents à l'état desséché.

Les sols argileux se caractérisent essentiellement par une grande influence de la teneur en eau sur leur comportement mécanique.

1. Introduction aux problèmes de « retrait-gonflement »

Par suite d'une modification de leur teneur en eau, les terrains superficiels argileux varient de volume : retrait lors d'une période d'assèchement, gonflement lorsqu'il y a apport d'eau. Cette variation de volume est accompagnée d'une modification des caractéristiques mécaniques de ces sols.

Ces variations sont donc essentiellement gouvernées par les conditions météorologiques, mais une modification de l'équilibre hydrique établi (imperméabilisation, drainage, concentration de rejet d'eau pluviale....) ou une conception des fondations du bâtiment inadaptée à ces terrains sensibles peut tout à fait jouer un rôle pathogène.

La construction d'un bâtiment débute généralement par l'ouverture d'une fouille qui se traduit par une diminution de la charge appliquée sur le terrain d'assise. Cette diminution de charge peut provoquer un gonflement du sol en cas d'ouverture prolongée de la fouille (c'est pourquoi il est préconisé de limiter au maximum sa durée d'ouverture).

La contrainte appliquée augmente lors de la construction du bâtiment, et s'oppose plus ou moins au gonflement éventuel du sol. On constate en tout cas que plus le bâtiment est léger, plus la surcharge sur le terrain sera faible et donc plus l'amplitude des mouvements liés au phénomène de retrait-gonflement sera grande.

Une fois le bâtiment construit, la surface du sol qu'il occupe devient imperméable. L'évaporation ne peut plus se produire qu'en périphérie de la maison. Il apparaît donc un gradient entre le centre du bâtiment (où le sol est en équilibre hydrique) et les façades, ce qui explique que les fissures apparaissent de façon préférentielle dans les angles.

Une période de sécheresse provoque le retrait qui peut aller jusqu'à la fissuration du sol. Le retour à une période humide se traduit alors par une pénétration d'autant plus brutale de l'eau dans le sol par l'intermédiaire des fissures ouvertes, ce qui entraîne des phénomènes de gonflement. Le bâtiment en surface est donc soumis à des mouvements différentiels alternés dont l'influence finit par amoindrir la résistance de la structure. Contrairement à un phénomène de tassement des sols de remblais, dont les effets diminuent avec le temps, les désordres liés au retrait-gonflement des sols argileux évoluent d'abord lentement puis

s'amplifient lorsque le bâtiment perd de sa rigidité et que la structure originelle des sols s'altère.

Retrait et gonflement sont deux mécanismes liés. Il arrive que leurs effets se compensent (des fissures apparues en été se referment parfois en hiver), mais la variabilité des propriétés mécaniques des sols de fondations et l'hétérogénéité des structures (et des régimes de contraintes) font que les phénomènes sont rarement complètement réversibles.

L'intensité de ces variations de volume, ainsi que la profondeur de terrain affectée par ces mouvements de « retrait-gonflement » dépendent essentiellement :

- des caractéristiques du sol (nature, géométrie, hétérogénéité) ;
- de l'épaisseur de sol concernée par des variations de teneurs en eau : plus la couche de sol concernée par ces variations est épaisse, plus les mouvements en surface seront importants. L'amplitude des déformations s'amortit cependant assez rapidement avec la profondeur et on considère généralement qu'au-delà de 3 à 5 m, le phénomène s'atténue, car les variations saisonnières de teneurs en eau deviennent négligeables ;
- de l'intensité des facteurs climatiques (amplitude et surtout durée des périodes de déficit pluviométrique...) ;
- de facteurs d'environnement tels que :
 - . la végétation ;
 - . la topographie (pente) ;
 - . la présence d'eaux souterraines (nappe, source...) ;
 - . l'exposition (influence sur l'amplitude des phénomènes d'évaporation).

Ces considérations générales sur le mécanisme de retrait-gonflement permettent de mieux comprendre comment se produisent les sinistres « sécheresse » liés à des mouvements différentiels du sol argileux et quels sont les facteurs qui interviennent dans le processus. On distingue pour cela les facteurs de prédisposition (conditions nécessaires à l'apparition de ce phénomène), qui déterminent la répartition spatiale de l'aléa, et des facteurs qui vont influencer ce phénomène soit en le provoquant (facteurs de déclenchement), soit en accentuant les effets (facteurs aggravants).

2. Facteurs intervenant dans le mécanisme

2.1. Facteurs de prédisposition

Il s'agit des facteurs dont la présence induit le phénomène de retrait-gonflement mais ne suffit pas à le déclencher. Ces facteurs sont fixes ou évoluent très lentement avec le temps. Ils conditionnent la répartition spatiale du phénomène et permettent de caractériser la susceptibilité du milieu.

Vis à vis du phénomène de retrait-gonflement, la nature lithologique du sol constitue le facteur de prédisposition prédominant. Les terrains susceptibles de retrait-gonflement sont des formations argileuses au sens large, mais leur nature peut être très variable : dépôts sédimentaires argileux, calcaires argileux, marno-calcaires, dépôts alluvionnaires, colluvions, roches éruptives ou métamorphiques altérées, etc.

La géométrie de la formation géologique a une influence dans la mesure où l'épaisseur de la couche de sol argileux joue sur l'amplitude du phénomène. Une formation argileuse continue

sera plus dangereuse qu'un simple inter-lit argileux entre deux bancs calcaires. Mais cette dernière configuration peut dans certains cas conduire à l'apparition de désordres.

Le facteur principal est cependant lié à la nature minéralogique des composants argileux présents dans le sol. Un sol est généralement constitué d'un mélange de différents minéraux dont certains présentent une plus grande aptitude au phénomène de retrait-gonflement. Il s'agit essentiellement des smectites (famille de minéraux argileux tels que la montmorillonite), de certains interstratifiés, de la vermiculite et de certaines chlorites.

Les conditions d'évolution du sol après dépôt jouent également. Le contexte paléoclimatique auquel le sol a été soumis est susceptible de provoquer une évolution de sa composition minéralogique : une altération en climat chaud et humide (de type intertropical) facilite la formation de minéraux argileux gonflants. L'évolution des contraintes mécaniques appliquées intervient aussi : un dépôt vasard à structure lâche sera plus sensible au retrait qu'un matériau « surconsolidé » (sol ancien ayant subi un chargement supérieur à celui des terrains sous-jacents actuels), lequel présentera plutôt des risques de gonflement.

2.2. Facteurs déclenchants et/ou aggravants

Les facteurs de déclenchement sont ceux dont la présence provoque le phénomène de retrait-gonflement mais qui n'ont d'effet significatif que s'il existe des facteurs de prédisposition préalables. La connaissance des facteurs déclenchants permet de déterminer l'occurrence du phénomène (autrement dit l'aléa et non plus seulement la susceptibilité).

Certains de ces facteurs ont plutôt un rôle aggravant : ils ne suffisent pas à eux seuls à déclencher le phénomène, mais leur présence contribue à en alourdir l'impact.

2.2.1. Phénomènes climatiques

Les variations climatiques constituent le principal facteur de déclenchement. Les deux paramètres importants sont les précipitations et l'évapotranspiration.

En l'absence de nappe phréatique, ces deux paramètres contribuent en effet fortement aux variations de teneurs en eau dans la tranche superficielle des sols (que l'on peut considérer comme les deux premiers mètres sous la surface du sol).

L'évapotranspiration est la somme de l'évaporation (liée aux conditions de température, de vent et d'ensoleillement) et de la transpiration (eau absorbée par la végétation). Elle est mesurée dans quelques stations météorologiques mais ne constitue jamais qu'une approximation puisqu'elle dépend étroitement des conditions locales de végétation.

On raisonne en général sur les hauteurs de pluies efficaces, qui correspondent aux précipitations diminuées de l'évapotranspiration. Malheureusement, il est très difficile de relier la répartition dans le temps des hauteurs de pluies efficaces avec l'évolution des teneurs en eau dans le sol, même si l'on observe évidemment qu'après une période de sécheresse prolongée la teneur en eau dans la tranche superficielle de sol a tendance à diminuer tandis que l'épaisseur de la tranche de sol concernée par la dessiccation augmente, et ceci d'autant plus que cette période se prolonge.

On peut établir des bilans hydriques en prenant en compte la quantité d'eau réellement infiltrée (ce qui suppose d'estimer non seulement l'évaporation mais aussi le ruissellement), mais toute la difficulté est de connaître la réserve utile des sols, c'est-à-dire leur capacité à emmagasiner de l'eau et à la restituer ensuite (par évaporation ou en la transférant à la végétation par son système racinaire). Les bilans établis selon la méthode de Thornthwaite supposent arbitrairement que la réserve utile des sols est pleine en début d'année, alors que les évolutions de celle-ci peuvent être très variables.

2.2.2. Actions anthropiques

Certains sinistres « sécheresse » ne sont pas déclenchés par un phénomène climatique, par nature imprévisible, mais par une action humaine.

Des travaux d'aménagement, en modifiant la répartition des écoulements superficiels et souterrains, ainsi que les possibilités d'évaporation naturelle, peuvent entraîner des modifications dans l'évolution des teneurs en eau de la tranche de sol superficielle.

La mise en place de drains à proximité d'un bâtiment peut provoquer un abaissement local des teneurs en eau et entraîner des mouvements différentiels au voisinage. Inversement, une fuite dans un réseau enterré augmente localement la teneur en eau et peut provoquer, outre une érosion localisée, un gonflement du sol qui déstabilisera un bâtiment situé à proximité. Dans le cas d'une conduite d'eaux usées, le phénomène peut d'ailleurs être aggravé par la présence de certains ions qui modifient le comportement mécanique des argiles et accentuent leurs déformations.

La concentration d'eau pluviale ou de ruissellement au droit de la construction joue en particulier un rôle pathogène déterminant.

Par ailleurs, la présence de sources de chaleur en sous-sol (four ou chaudière) à proximité d'un mur peut dans certains cas accentuer la dessiccation du sol dans le voisinage immédiat et entraîner l'apparition de désordres localisés.

Enfin, des défauts de conception de la construction tant au niveau des fondations (ancrage à des niveaux différents, bâtiment construit sur sous-sol partiel, etc.) que de la structure elle-même (par exemple, absence de joints entre bâtiments accolés mais fondés de manière différente) constituent un facteur aggravant indéniable qui explique l'apparition de désordres sur certains bâtiments, même en période de sécheresse à caractère non exceptionnel.

2.2.3. Conditions hydrogéologiques

La présence ou non d'une nappe, ainsi que l'évolution de son niveau en période de sécheresse, jouent un rôle important dans les manifestations du phénomène de retrait-gonflement.

La présence d'une nappe permanente à faible profondeur (c'est-à-dire à moins de 4 m sous le terrain naturel) permet en général d'éviter la dessiccation de la tranche de sol superficielle.

Inversement, le rabattement de la nappe (sous l'influence de pompes situés à proximité, ou du fait d'un abaissement généralisé du niveau) ou le tarissement des circulations d'eau superficielles en période de sécheresse provoque une aggravation de la dessiccation dans la tranche de sol soumise à l'évaporation.

Pour exemple, dans le cas d'une formation argileuse surmontant une couche sableuse habituellement saturée en eau, le dénoyage de cette dernière provoque l'arrêt des remontées capillaires dans le terrain argileux et contribue à sa dessiccation.

2.2.2. Actions anthropiques

Certains sinistres « sécheresse » ne sont pas déclenchés par un phénomène climatique, par nature imprévisible, mais par une action humaine.

Des travaux d'aménagement, en modifiant la répartition des écoulements superficiels et souterrains, ainsi que les possibilités d'évaporation naturelle, peuvent entraîner des modifications dans l'évolution des teneurs en eau de la tranche de sol superficielle.

La mise en place de drains à proximité d'un bâtiment peut provoquer un abaissement local des teneurs en eau et entraîner des mouvements différentiels au voisinage. Inversement, une fuite dans un réseau enterré augmente localement la teneur en eau et peut provoquer, outre une érosion localisée, un gonflement du sol qui déstabilisera un bâtiment situé à proximité. Dans le cas d'une conduite d'eaux usées, le phénomène peut d'ailleurs être aggravé par la présence de certains ions qui modifient le comportement mécanique des argiles et accentuent leurs déformations.

La concentration d'eau pluviale ou de ruissellement au droit de la construction joue en particulier un rôle pathogène déterminant.

Par ailleurs, la présence de sources de chaleur en sous-sol (four ou chaudière) à proximité d'un mur peut dans certains cas accentuer la dessiccation du sol dans le voisinage immédiat et entraîner l'apparition de désordres localisés.

Enfin, des défauts de conception de la construction tant au niveau des fondations (ancrage à des niveaux différents, bâtiment construit sur sous-sol partiel, etc.) que de la structure elle-même (par exemple, absence de joints entre bâtiments accolés mais fondés de manière différente) constituent un facteur aggravant indéniable qui explique l'apparition de désordres sur certains bâtiments, même en période de sécheresse à caractère non exceptionnel.

2.2.3. Conditions hydrogéologiques

La présence ou non d'une nappe, ainsi que l'évolution de son niveau en période de sécheresse, jouent un rôle important dans les manifestations du phénomène de retrait-gonflement.

La présence d'une nappe permanente à faible profondeur (c'est-à-dire à moins de 4 m sous le terrain naturel) permet en général d'éviter la dessiccation de la tranche de sol superficielle.

Inversement, le rabattement de la nappe (sous l'influence de pompes situés à proximité, ou du fait d'un abaissement généralisé du niveau) ou le tarissement des circulations d'eau superficielles en période de sécheresse provoque une aggravation de la dessiccation dans la tranche de sol soumise à l'évaporation.

Pour exemple, dans le cas d'une formation argileuse surmontant une couche sableuse habituellement saturée en eau, le dénoyage de cette dernière provoque l'arrêt des remontées capillaires dans le terrain argileux et contribue à sa dessiccation.

2.2.4. Topographie

Hormis les phénomènes de reptation en fonction de la pente, les constructions sur terrain pentu peuvent être propices à l'apparition de désordres issus de mouvements différentiels du terrain d'assise sous l'effet de retrait-gonflement.

En effet, plusieurs caractères propres à ces terrains sont à considérer :

- le ruissellement naturel limite leur recharge en eau, ce qui accentue le phénomène de dessiccation du sol;
- un terrain en pente exposé au Sud sera plus sensible à l'évaporation, du fait de l'ensoleillement, qu'un terrain plat ou exposé différemment ;
- les fondations étant généralement descendues partout à la même cote se trouvent de fait ancrées plus superficiellement du côté aval ;
- enfin, les fondations d'un bâtiment sur terrain pentu se comportent comme une barrière hydraulique vis-à-vis des circulations d'eaux dans les couches superficielles le long du versant. Le sol à l'amont tend donc à conserver une teneur en eau plus importante qu'à l'aval.

2.2.5. Végétation

La présence de végétation arborée à proximité d'un édifice construit sur sol sensible peut, à elle seule, constituer un facteur déclenchant, même si, le plus souvent, elle n'est qu'un élément aggravant.

Les racines des arbres soutirent l'eau contenue dans le sol, par un mécanisme de succion. Cette succion crée une dépression locale autour du système racinaire, ce qui se traduit par un gradient de teneur en eau dans le sol. Celui-ci étant en général faiblement perméable du fait de sa nature argileuse, le rééquilibrage des teneurs en eau est très lent.

Ce phénomène de succion peut alors provoquer un tassement localisé du sol autour de l'arbre. Si la distance au bâtiment n'est pas suffisante, cela peut entraîner des désordres au niveau des fondations, et à terme sur la bâtisse elle-même.

On considère en général que l'influence d'un arbre adulte se fait sentir jusqu'à une distance égale à une fois et demi sa hauteur. Les racines seront naturellement incitées à se développer en direction de la maison puisque celle-ci limite l'évaporation et maintient donc sous sa surface une zone de sol plus humide. Contrairement au processus d'évaporation qui affecte surtout la tranche superficielle des deux premiers mètres, les racines d'arbres ont une influence jusqu'à 4 à 5 m de profondeur, voire davantage.

Le phénomène sera d'autant plus important que l'arbre est en pleine croissance et qu'il a besoin de plus d'eau. Ainsi on considère qu'un peuplier ou un saule adulte a besoin de 300 l d'eau par jour en été. En France, les arbres considérés comme les plus dangereux du fait de leur influence sur les phénomènes de retrait, sont les chênes, les peupliers, les saules et les cèdres. Des massifs de buissons ou arbustes situés près des façades peuvent cependant causer aussi des dégâts.

Par ailleurs, des risques importants de désordres par gonflement de sols argileux sont susceptibles d'apparaître, souvent plusieurs années après la construction de bâtiments, lorsque ces derniers ont été implantés sur des terrains anciennement boisés et qui ont été défrichés pour les besoins du lotissement. La présence de ces arbres induisait en effet une modification importante de l'équilibre hydrique du sol, et ceci sur plusieurs mètres de profondeur. Leur suppression se traduit par une diminution progressive de la succion, l'eau infiltrée n'étant plus absorbée par le système racinaire. Il s'ensuit un réajustement du profil hydrique, susceptible d'entraîner l'apparition d'un gonflement lent mais continu.

.3. Mécanismes et manifestations des désordres

Les mouvements différentiels du terrain d'assise d'une construction se traduisent par l'apparition de désordres qui affectent l'ensemble du bâti et qui sont en général les suivants :

Gros-œuvre :

- fissuration des structures enterrées ou aériennes ;
- déversement de structures fondées de manière hétérogène ;
- désencastrement des éléments de charpente ou de chaînage ;
- dislocation des cloisons.

Second-œuvre :

- distorsion des ouvertures ;
- décollement des éléments composites (carrelage, plâtres...) ;
- rupture de tuyauteries et canalisations.

Aménagement extérieur :

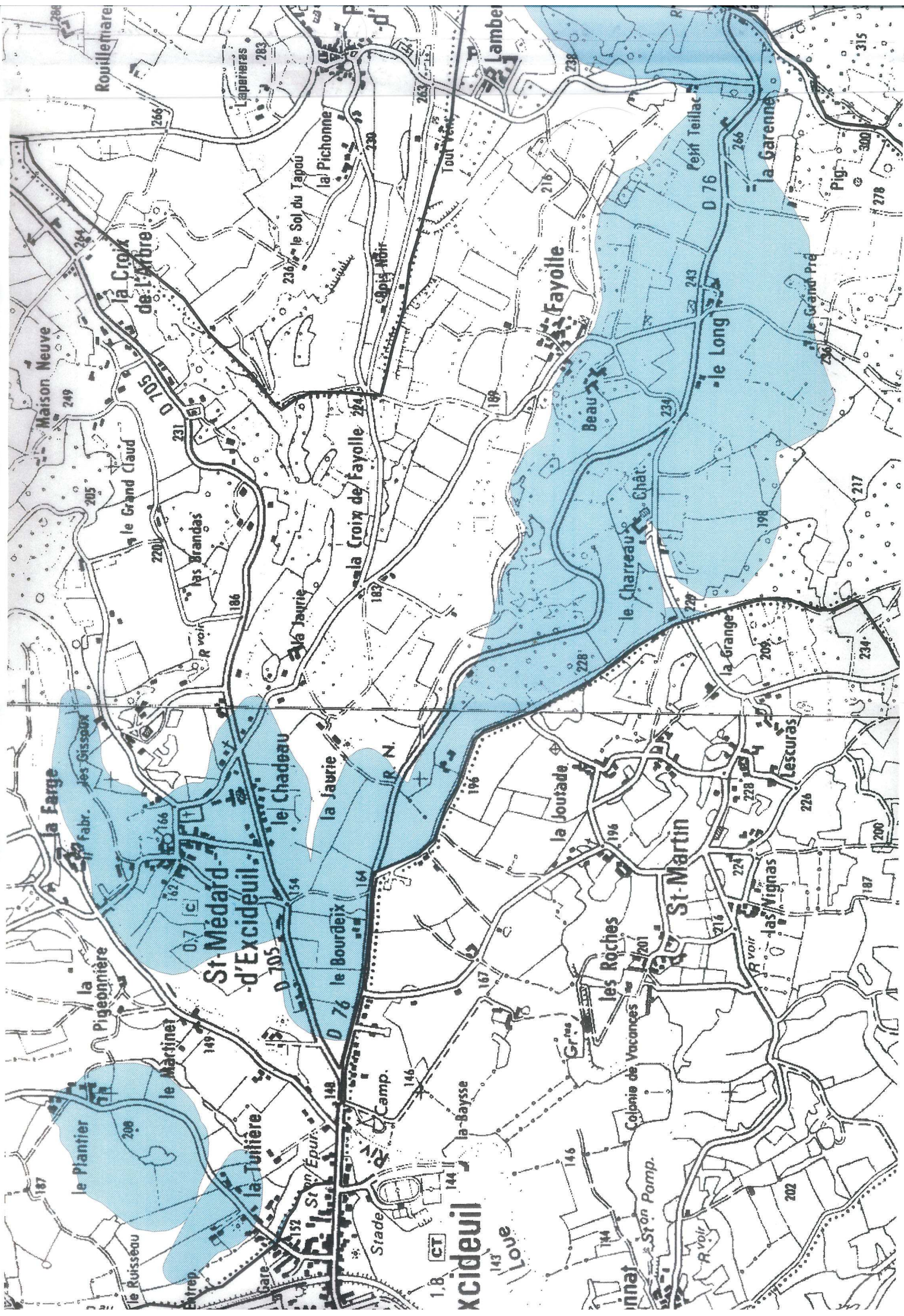
- fissuration des terrasses ;
- décollement des bâtiments annexes, terrasses, perrons ;

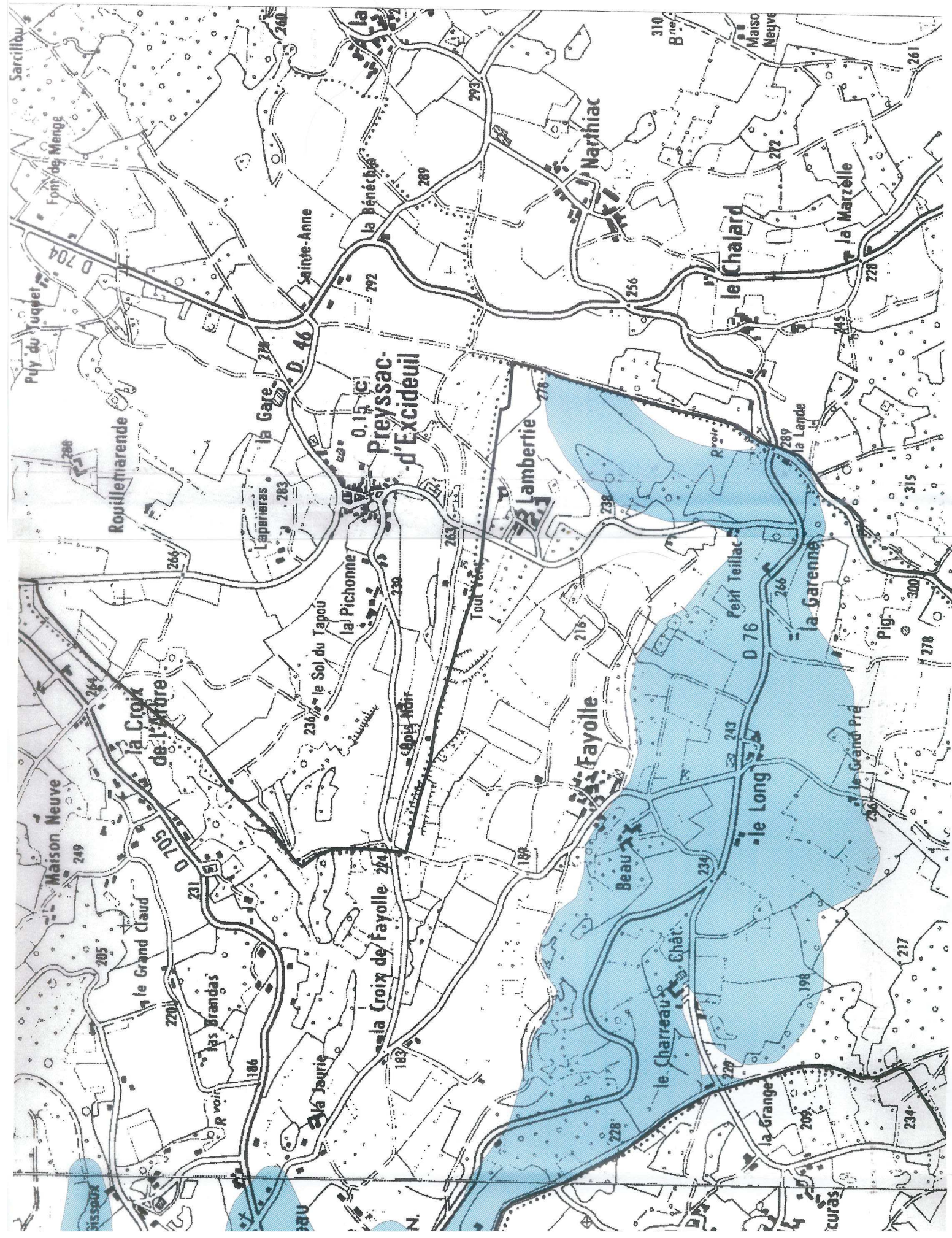
La nature, l'intensité et la localisation de ces désordres dépendent de la structure de la construction, du type de fondation réalisée et bien sûr de l'importance des mouvements différentiels de terrain subis.

L'exemple type de la maison sinistrée par la sécheresse est :

- une maison individuelle (structure légère) ;
- à simple rez-de-chaussée avec dallage sur terre-plein voire sous-sol partiel ;
- fondée de façon relativement superficielle, généralement sur des semelles continues, peu ou non armées et peu profondes (inférieur à 80 cm) ;
- avec une structure en maçonnerie peu rigide, sans chaînage horizontal ;

et reposant sur un sol argileux.





PREVENTION DES RISQUES RETRAIT GONFLEMENT DES ARGILES

MODELE DE REGLEMENT



Titre I - Portée du règlement

Article I-1 - Champ d'application

Le présent règlement s'applique à la commune de _____ Il détermine les mesures de prévention des risques naturels de mouvements différentiels de terrain liés au phénomène de retrait-gonflement des argiles.

En application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, le plan de zonage comprend les zones suivantes délimitées en fonction de l'intensité des risques encourus :

- une zone fortement exposée (B1) ;
- une zone moyennement exposée (B2).

Le reste du territoire de la commune est en zone blanche, où aucun phénomène de retrait gonflement des argiles n'a été constaté à ce jour, mais qui doit cependant faire l'objet d'une attention particulière sous forme d'une information sur la potentialité d'un risque lors de chaque délivrance d'autorisation d'urbanisme .

Article I-2 - Effets du P.P.R.

Le PPR approuvé vaut servitude d'utilité publique. A ce titre, il doit être annexé au POS ou PLU, conformément à l'article L.126-1 du Code de l'Urbanisme. Les mesures prescrites dans le présent règlement sont mises en œuvre sous la responsabilité du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre. Conformément à l'article L.526-5 du Code de l'Environnement, le non-respect des mesures rendues obligatoires est passible des peines prévues à l'article L.480-4 du Code de l'Urbanisme.

Selon les dispositions de l'article L.125-6 du Code des Assurances, l'obligation de garantie de l'assuré contre les effets des catastrophes naturelles prévue à l'article L.125-2 du même code ne s'impose pas aux entreprises d'assurance à l'égard des biens immobiliers construits en violation des règles prescrites. Toutefois, cette dérogation ne peut intervenir que lors de la conclusion initiale ou du renouvellement du contrat d'assurance.

TITRE II - Réglementation des projets

Les dispositions du présent titre sont définies en application de l'article L.562-1 du Code de l'Environnement, sans préjudice des règles normatives en vigueur. Elles s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan du zonage réglementaire, sauf dispositions contraires explicitement mentionnées.

Chapitre I- Mesures applicables aux constructions nouvelles

Sous chapitre I-1 Mesures applicables aux bâtiments à usage d'habitations individuelles hors opérations groupées

Article I-1-1 - Est interdite :

- l'exécution d'un sous-sol partiel sauf si son exécution est justifiée par une étude géotechnique spécifique avec réalisation de fondations adaptées.

Article I-1-2 - Sont prescrites :

A défaut d'étude géotechnique couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), les dispositions suivantes :

I-1-2-1 - la profondeur minimum des fondations est fixée à :

- 0,80 m en zone moyennement exposée (B2) ;
- 1,20 m en zone fortement exposée (B1) ;

sauf rencontre de sols durs non argileux à une profondeur inférieure ;

- sur terrain en pente et pour des constructions réalisées sur plate-forme en déblai ou déblai-remblais, ces fondations doivent être descendues à une profondeur plus importante à l'aval qu'à l'amont afin d'assurer une homogénéité de l'ancrage ;
- les fondations sur semelles doivent être continues, armées et bétonnées à pleine fouille, selon les préconisations de la norme DTU 13-12 (1) : Règles pour le calcul des fondations superficielles (DTU : document technique unifié et ses annexes).

I-1-2-2 : les dispositions de conception et de réalisation des constructions suivantes :

- toutes parties de bâtiment fondées différemment et susceptibles d'être soumises à des tassements ou des soulèvements différentiels doivent être désolidarisées et séparées par un joint de rupture sur toute la hauteur de la construction ;
- les murs porteurs doivent comporter un chaînage horizontal et vertical liaisonné selon les préconisations de la norme DTU 20-1 (1) : Règles de calcul et dispositions constructives minimales ;

- la réalisation d'un plancher sur vide sanitaire ou sur sous-sol total est prescrite sauf si le dallage sur terre-plein fait l'objet de dispositions assurant l'atténuation du risque de mouvements différentiels vis-à-vis de l'ossature de la construction et de leurs conséquences, notamment sur les refends, cloisons, doublages et canalisations ;
- la mise en place d'un dispositif d'isolation thermique des murs en cas de source de chaleur en sous-sol.

Sous chapitre I-2 Mesures applicables à tous les autres bâtiments.

Ces mesures s'appliquent notamment :

- aux bâtiments à usage autre qu'habitation à l'exception des bâtiments à usage agricole et des annexes d'habitation non accolées
- aux opérations d'habitat groupé
- aux bâtiments d'habitation collectifs

Article I-2-1 - Est prescrite :

- la réalisation d'une étude définissant les dispositions constructives nécessaires pour assurer la stabilité des constructions vis-à-vis du risque avéré de tassement ou de soulèvement différentiel et couvrant la conception, le pré-dimensionnement et l'exécution des fondations, ainsi que l'adaptation de la construction aux caractéristiques du site, conformément à la mission géotechnique type G0 + G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1).

Chapitre II- Mesures applicables à l'environnement immédiat de l'ensemble des constructions projetées

A défaut d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NP P94-500 (1) et aboutissant à des dispositions contraires, les mesures suivantes sont applicables :

Article II-1 - Sont interdits :

- toute plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- tout pompage à usage domestique entre début mai et début octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.

Article II-2 - Sont prescrits :

- le rejet des eaux pluviales ou usées dans le réseau collectif lorsqu'il existe. A défaut, les éventuels rejets ou puits d'infiltration doivent être situés à une distance minimale de 10 m de toute construction ;

- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) ;
- la récupération des eaux de ruissellement et leur évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;
- la mise en place, sur toute la périphérie de la construction, d'un dispositif d'une largeur minimale de 1,50 m, s'opposant à l'évaporation, sous la forme d'un écran imperméable sous terre végétale (geomembrane) ou d'un revêtement étanche (terrasse), dont les eaux de ruissellement seront récupérées par un dispositif d'évacuation de type caniveau ; il peut être dérogé à cette prescription en cas d'impossibilité matérielle (maison construite en limite de propriété par exemple).
- le captage des écoulements épidermiques lorsqu'ils existent, par un dispositif de drainage périphérique situé à une distance minimale de 2 m de toute construction ;
- l'arrachage des arbres et arbustes avides d'eau existants situés à une distance de l'emprise de la construction projetée inférieure à leur hauteur à maturité. En zone fortement exposée (B1), un délai minimum de un an doit être respecté entre cet arrachage et le démarrage des travaux de construction lorsque le déboisement concerne des arbres de grande taille (plus de 10 m de haut) ou en nombre important (plus de cinq). Toutefois ce délai pourra être ramené à six mois si il est compris entre octobre et avril.
- à défaut de possibilité d'abattage des arbres situés à une distance de l'emprise de la construction inférieure à leur hauteur à maturité, la mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m.

Titre III- Mesures applicables aux constructions existantes

Les dispositions du présent titre s'appliquent à l'ensemble des zones à risques délimitées sur le plan de zonage réglementaire, sauf dispositions particulières résultant d'investigations ou d'études réalisées dans le cadre des missions géotechniques définies dans la norme NF P94-500.

Article III-1 - Sont définies les mesures suivantes :

- 1- le respect d'une distance supérieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes) pour toute nouvelle plantation d'arbre ou d'arbuste avide d'eau, sauf mise en place d'écran anti-racines d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 2- l'élagage voire l'arrachage des arbres ou arbustes avides d'eau implantés à une distance de la construction inférieure à leur hauteur à maturité (1,5 fois en cas de rideau d'arbres ou d'arbustes), sauf mise en place d'un écran anti-racine d'une profondeur minimale de 2 m ;
- 3- le respect des mesures préconisées par une étude de faisabilité, en application de la mission géotechnique G12 spécifiée dans la norme NF P94-500 (1), pour les travaux de déblais ou de remblais modifiant localement la profondeur d'encastrement des fondations ;
- 4- l'interdiction de pompage, à usage domestique, entre mai et octobre dans un puits situé à moins de 10 m d'une construction et où la profondeur du niveau de l'eau (par rapport au terrain naturel) est inférieure à 10 m.
- 5- le raccordement des canalisations d'eaux usées et pluviales au réseau collectif lorsqu'il existe ;
- 6- la mise en place de dispositifs assurant l'étanchéité des canalisations d'évacuation des eaux usées et pluviales (joints souples...) en cas de remplacement de ces dernières.
- 7- la récupération des eaux de ruissellement et son évacuation des abords de la construction par un dispositif de type caniveau ;

Article III-2

Les mesures 1, 3 et 6 définies à l'article III-1 sont rendues immédiatement obligatoires en zone fortement exposée (B1).

Article III-4

La mesure 4 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 1 an en zone fortement exposée (B1).

Article III-3

La mesure 5 définie à l'article III-1 est rendue obligatoire dans un délai de 2 ans en zone fortement exposée (B1) et en zone moyennement exposée (B2).

Article III-5

Les mesures 2, et 7 définies à l'article III-1 sont rendues obligatoires dans un délai de 5 ans en zone fortement exposée (B1).

Article III-6

La mesure 1 définie à l'article III-1 est rendue immédiatement obligatoire en zone moyennement exposée (B2).

(1), tous ces documents sont disponibles auprès de l'AFNOR